

AU LENDEMAIN
DES GUERRES BALKANIQUES

P574a

S. P. PHOCAS-COSMETATOS

*Lauréat de la Société des Anciens-Elèves et Elèves
de l'Ecole libre de Sciences Politiques de Paris*

Au lendemain
des
Guerres Balkaniques

**Situation Economique, Financière et Politique
comparée de l'Albanie, la Bulgarie, la Grèce et la Serbie**

PRÉFACE DE M. R.-G. LÉVY, DE L'INSTITUT

PARIS

LIBRAIRIE PAYOT & C^{ie}

46, RUE SAINT-ANDRÉ DES ARTS, 46

140264
11/10/16

A

ELEUTERIOS VENIZELOS

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	7
INTRODUCTION	13
CHAPITRE I ^{er} .	
<i>Les démembrements de la Turquie depuis un siècle.</i>	17
CHAPITRE II.	
<i>L'Albanie</i>	22
Situation politique	22
Situation économique.	24
CHAPITRE III.	
<i>La Bulgarie</i>	31
Situation économique	31
Situation financière	37
Passif bulgare après l'effort national de 1912-1913	30
Actif bulgare après l'effort national de 1912-1913	48
CHAPITRE IV.	
<i>La Grèce</i>	54
Situation économique	60
Situation financière	70
La question du change	77
Passif grec après l'effort national de 1912-1913	82
Actif grec après l'effort national de 1912-1913	90
CHAPITRE V.	
<i>La Serbie</i>	105
Situation économique et financière	106
Passif serbe après l'effort national de 1912-1913	111
Actif serbe après l'effort national de 1912-1913	112
CONCLUSION	123

PRÉFACE

Peu de guerres ont marqué en Europe une évolution aussi profonde que la dernière campagne des Balkans, qui a commencé en octobre 1912 et qui s'est terminée par la paix de Bucarest, en juillet 1913. Elle a donné naissance à un nouvel Etat, l'Albanie, dont l'enfantement laborieux est un sujet de cruels soucis pour la diplomatie européenne ; elle a transformé la Bulgarie, la Serbie, la Grèce, en leur annexant de vastes territoires ; il n'est pas jusqu'à la Roumanie qui ne se soit agrandie, aux dépens, il est vrai, de la Bulgarie, et qui n'ait fortifié sa position sur le Danube et la mer Noire par l'acquisition du « quadrilatère ».

La Turquie a perdu la plus grande partie de son territoire en Europe : elle n'a gardé que moins de deux millions de sujets, dont la majeure partie habite deux grandes villes : Andrinople et Constantinople ; mais c'est elle encore qui tient la clef des détroits et qui enferme ainsi dans la mer Noire l'empire russe et le royaume roumain.

Les conséquences économiques d'une pareille transformation ne sont pas moins considérables que

les résultats politiques ; mais elles n'apparaissent pas immédiatement avec la même netteté. M. Phocas-Cosmetatos, qui fut mon élève à l'École des Sciences politiques, s'est attaché à les mettre en lumière, et il y a fort bien réussi. Des statistiques heureusement choisies donnent dès l'abord l'idée de la grandeur des changements apportés à la carte du sud-est de notre continent. Elles marquent l'importance des augmentations en surface et en hommes, très inégales pour chacun des trois principaux royaumes balkaniques, mais dont le résultat a été de les rendre à peu près égaux entre eux.

La Bulgarie a vu sa superficie s'augmenter de 25 % et sa population de 16 % ; elle possède 112 000 kilomètres carrés, peuplés par 4 600 000 habitants. La Serbie, dont le territoire s'est augmenté de 73 % et la population de 50 %, a aujourd'hui 84 000 kilomètres carrés et 4 500 000 habitants. La Grèce a 120 000 kilomètres carrés, soit 88 % de plus, et 4 700 000 habitants, soit deux tiers de plus qu'avant la guerre. C'est elle qui a proportionnellement réalisé le progrès le plus rapide ; c'est elle aussi dont la situation économique paraît la meilleure. Grâce à une politique financière des plus remarquables, dont l'un des principaux auteurs fut le regretté gouverneur de la Banque Nationale, Valaoritis, si cruellement et inopinément enlevé il y a peu de mois, la drachme hellénique s'est maintenue au pair durant la période la plus critique de la lutte, alors que le lew bulgare et le dinar serbe subissaient une

perte au change qui n'a pas encore disparu aujourd'hui.

D'une façon générale, c'est la Grèce qui paraît appelée à profiter le plus rapidement de ses victoires. La majeure partie des territoires qui lui ont été annexés sont peuplés d'Hellènes ; son commerce extérieur, déjà très actif, va croître encore. Les revenus des nouvelles provinces porteront bientôt son budget à 300 millions de drachmes. Les voies ferrées, dont la construction est déjà commencée, vont opérer la jonction, attendue depuis si longtemps, des lignes européennes avec le réseau de la péninsule grecque. Bientôt Athènes sera à 60 heures de chemin de fer de Paris, et on ira aussi facilement en Grèce qu'à Pétersbourg ou à Constantinople.

Si la Bulgarie, dont l'effort militaire a été si remarquable, a compromis par les erreurs de sa politique finale les résultats obtenus par elle au début des hostilités, elle n'en reste pas moins l'un des groupements les plus solides des Balkans. Sa population énergique, sobre, laborieuse, est la meilleure des garanties d'avenir. Si tous les territoires qui lui sont échus ne sont pas d'égale valeur, il en est parmi eux d'excellents, notamment le district de Xanthy qui produit un tabac renommé. Un point capital pour la Bulgarie est l'accès qui lui a été donné sur la mer Egée : le port de Porto-Lagos, à 400 kilomètres de Sofia, assure à la capitale un débouché sur la mer libre et l'affranchit de la tutelle de Constantinople. Le côté le plus inquiétant de la situation est

le déficit budgétaire et la difficulté qu'éprouve le gouvernement à contracter le grand emprunt extérieur dont il a besoin.

La Serbie n'a pas connu les mêmes déboires que la Bulgarie. Victorieuse dès le début dans sa campagne contre les Turcs, elle a résisté ensuite aux Bulgares qui se retournèrent contre elle, et, avec l'aide des Roumains, elle a recueilli le fruit complet de ses succès. Le district de Kossovo, qui forme la partie principale de ses acquisitions nouvelles, est fertile et peuplé. A l'intérieur même du royaume, des courants actifs d'échange s'établiront, particulièrement du nord au midi et du midi au nord ; chacune de ces deux parties de l'ensemble produit précisément ce qui manque à l'autre. Comme la Bulgarie, la Serbie verra sans doute sa dette doubler, mais cet accroissement n'est pas hors de proportion avec ses forces.

Le chapitre que M. Cosmetatos a consacré à l'Albanie est d'un intérêt particulier. Le nouvel Etat compte 25 000 kilomètres carrés et 800 000 habitants, c'est-à-dire qu'à l'un et à l'autre point de vue il ne représente guère que le cinquième ou le sixième de l'un des trois royaumes grec, bulgare ou serbe. Mais le danger le plus grave est que des divisions profondes existent entre les Albanais eux-mêmes, dont une partie se réclame de la Grèce, et dont une autre, la plus nombreuse, est musulmane et se révolte contre le prince que l'Europe a voulu lui imposer : Guillaume de Wied ne peut actuellement

compter que sur une minorité catholique, qu'il a grand'peine à retenir sous son autorité.

Quoiqu'il en soit, les événements se précipitent à l'heure où nous écrivons. Il est difficile d'émettre une prophétie relativement à l'avenir de cette Albanie, dont le souverain est assiégé dans sa capitale et menacé à tout moment d'être jeté à la mer. Il a dû s'enfuir sur les cuirassés de l'une des deux puissances qui l'ont tenu sur les fonts baptismaux, l'Italie ou l'Autriche. Cette dernière se résignera-t-elle un jour à ce qui paraît inévitable, c'est-à-dire à laisser la Serbie avoir un débouché sur l'Adriatique, ou bien jouera-t-elle la partie décisive qui a paru plus d'une fois s'engager au cours des dernières années? L'Italie, de son côté, permettra-t-elle à la Grèce de s'agrandir encore et d'occuper la rive orientale d'une mer dont elle est jalouse de garder l'hégémonie?

Ce sont les problèmes de demain. En attendant, il était du plus haut intérêt de dresser un tableau, une sorte de bilan sommaire de la péninsule balkanique, telle que l'ont façonnée les derniers événements. M. Phocas-Cosmetatos l'a fait avec clarté et précision; nous l'en félicitons, et sommes heureux de présenter son travail au public français. Bien entendu, nous sommes encore trop près des événements; l'organisation des territoires qui ont changé de maîtres est encore trop à ses débuts pour qu'il soit possible de porter un jugement définitif. Ce n'est que dans quelques années qu'il sera possible

de se rendre compte des résultats obtenus. Nous espérons que l'auteur reprendra alors la plume et donnera à l'ouvrage que voici une suite qui ne sera ni moins intéressante ni moins instructive.

Juillet 1914.

RAPHAEL-GEORGES LÉVY,

Membre de l'Institut.

P.-S. — Cette préface était écrite à la veille de la guerre, qu'elle faisait pressentir. A l'heure où paraît le volume, l'Albanie n'existe pour ainsi dire plus. Elle sera partagée entre la Grèce, le Monténégro et la Serbie. De nouveaux remaniements de la carte d'Europe sont imminents. L'étude de M. Cosmetatos n'en est que plus opportune. La prochaine édition portera sans doute la trace des changements qui se préparent et dont personne ne peut encore prévoir la portée.

Mai 1915.

R.-G. L.

INTRODUCTION

Au lendemain du traité de Bucarest, après dix mois de guerres qui ont coûté d'immenses sacrifices en hommes et en argent, détruit des villes et dévasté des régions entières, les belligérants d'hier ont besoin d'un long recueillement pour réparer ces pertes et organiser les territoires qu'ils viennent de conquérir.

Les frontières nouvellement tracées dans les Balkans auront une grande influence sur l'essor économique de l'Europe orientale, si les peuples balkaniques peuvent s'adonner aux travaux de développement et de mise en valeur de leurs territoires respectifs, sans aucune appréhension pour le maintien de la paix dans la péninsule.

La Grèce, la Serbie — victime à cette heure d'une brutale agression autrichienne, — le Monténégro, ainsi que la Roumanie sont trop bien pourvus pour ne pas être portés à jeter « le man-

teau de l'oubli » sur les conflits et dissentiments du passé. Mais la Bulgarie semble moins apaisée. Elle est aigrie et irritée de ne pouvoir jouer dans les Balkans le rôle d'une Prusse, ou du moins d'un Piémont. Le traité de Bucarest, sanction sévère, mais juste, de la guerre fratricide que ses gouvernants ont déchaînée, la révolte; elle ne s'en console qu'en songeant à la revanche. Et cependant le traité de Bucarest est, au point de vue ethnologique, le plus équitable que l'histoire des Balkans ait jamais enregistré.

Aussi cette préoccupation agressive de la Bulgarie a-t-elle motivé à Athènes, à Belgrade et à Bucarest, l'orientation politique actuelle, tendant à chercher dans une union étroite un rempart contre un retour offensif des Bulgares.

Des communautés d'intérêts s'ébauchent en même temps entre ces trois capitales. Le pont sur le Danube établira l'union entre les réseaux ferrés roumains et serbes, et promet à la Roumanie un transit important vers un port éventuel serbe sur l'Adriatique et vers Salonique, sur l'Egée. Ces deux ports constitueront en outre pour la Roumanie des sorties précieuses sur la mer libre, en cas de fermeture des détroits.

La conclusion d'une union postale et d'autres accords analogues resserreront encore les liens, si bien que des courants multiples se joignent pour entraîner la Roumanie, la Grèce, la Serbie et le Monténégro dans une même voie, qui les éloignera de la Bulgarie, aussi longtemps que celle-ci s'inspirera d'idées de revanche.

Après un court examen des démembrements subis par la Turquie depuis un siècle, nous étudierons les ressources économiques de l'Albanie et les perspectives de croissance future de ce nouvel Etat. Puis nous parlerons de la Bulgarie, de la Grèce et de la Serbie, en essayant de montrer l'état actuel de leur développement et les conséquences qui résulteront, pour leur fortune matérielle, de la secousse terrible que ces Etats ont subi pendant les années 1912 et 1913.

Nous laisserons de côté la Roumanie, dont la situation économique et financière a été très peu affectée par les événements récents, le Monténégro qui, par ses dimensions et ses ressources restreintes, ne saurait jouer un rôle économique appréciable dans la péninsule, et enfin la Turquie qui, en réalité, a cessé d'être un Etat balkanique.

CHAPITRE PREMIER

Les démembrements de la Turquie depuis un siècle

Avant de procéder à l'étude de la valeur économique comparée des Etats balkaniques, tels que les traités récents les ont constitués, il n'est pas sans intérêt de rappeler que, depuis le milieu du XIX^me siècle, la Turquie a subi six démembrements successifs; les petites contrées qui, depuis moins de trois quarts de siècle, ont fait un violent effort pour se séparer de la Turquie, sont toutes devenues prospères, tandis que les provinces demeurées turques restent dans la stagnation.

Considérons successivement ces petites nations récemment émergées du chaos turc.

La première province dégagée de la Turquie fut la Grèce. Ce petit royaume, qui avait moins d'un million d'habitants lors de sa libération en 1830, en avait près de trois millions en 1912. Athènes a retrouvé quelque chose de sa splendeur passée;

aujourd'hui, c'est une ville de 470 000 habitants, et avec le Pirée elle forme une agglomération de 250 000 âmes environ. Le commerce annuel de la Grèce s'élevait à la veille des récentes guerres à plus de 300 millions de francs. Cet immense progrès s'est effectué en trois quarts de siècle. Si Athènes était restée turque, elle serait encore une bourgade misérable, comme celle que décrivait Chateaubriand.

Passons à la deuxième province émancipée : la Roumanie. C'est en 1861 que les deux provinces vassales de la Turquie, la Valachie et la Moldavie, s'unirent sous un même prince ; en 1877, elles proclamèrent leur indépendance que consacra le congrès de Berlin en 1878. La Roumanie est devenue un Etat respectable. Elle compte aujourd'hui sept millions d'habitants et son commerce annuel dépasse un milliard de francs. Un demi-siècle d'indépendance a suffi pour lui donner cet essor magnifique.

Voici la troisième province émancipée : la Serbie ; son indépendance complète date également du traité de Berlin. Elle a pu subir des épreuves critiques, passer par des péripéties nombreuses et, quoique jalousée par sa grande voisine l'Au-

triche-Hongrie, elle fait une brillante figure parmi les Etats nouveaux-venus. A la veille des guerres balkaniques, elle avait plus de 3 millions d'habitants et un commerce annuel d'environ 200 millions de francs.

Le Monténégro, le plus petit des royaumes d'Europe, n'a guère subi le joug turc, mais son indépendance complète ne date aussi que du traité de Berlin. Il a maintenant près de 400 000 habitants. Son commerce atteignait avant 1912 une douzaine de millions.

Enfin, la Bulgarie constituée en principauté par le traité de Berlin, s'est agrandie en 1885 de la Roumélie orientale et s'est érigée en royaume en 1908. Ce fut le démembrement le plus terrible subi par la Turquie. En un quart de siècle, la croissance de la Bulgarie n'a pas été moins surprenante. Elle comptait à la veille des dernières guerres plus de 4 millions d'habitants et faisait un commerce annuel de près de 400 millions de francs.

La Bosnie et l'Herzégovine ont suivi une évolution analogue. Placées par le traité de Berlin sous le contrôle de l'Autriche, elles furent annexées par cette dernière en 1908. Ces provinces

ont maintenant 2 millions d'habitants et font un commerce évalué (en 1910) à près de 300 millions de francs. Depuis leur séparation de la Turquie, elles prennent un essor continu.

En résumé, en laissant de côté le petit royaume du Monténégro, cinq provinces importantes ont été successivement séparées de la Turquie, à savoir : la Grèce, la Roumanie, la Serbie, la Bulgarie et la Bosnie-Herzégovine. Ces cinq provinces avaient ensemble, à la veille des dernières guerres, environ 19 millions d'habitants, et leur commerce montait à plus de deux milliards deux cents millions de francs. Or, à cette même époque, l'empire turc avait une population de 27 millions d'habitants, une superficie cinq fois supérieure, et cependant son commerce était inférieur de plus d'un milliard de francs.

Il résulte de là que toutes les provinces détachées de la Turquie trouvent rapidement la prospérité après leur émancipation, tandis que celles qui restent sous sa domination demeurent plongées dans le marasme.

On peut donc prédire avec certitude que les provinces nouvellement affranchies de la domination ottomane ne tarderont pas à suivre

l'exemple de leurs devancières. Elles deviendront d'ailleurs d'autant plus rapidement florissantes qu'elles viennent d'être, en grande partie, annexées à des Etats déjà constitués et en plein essor économique.

CHAPITRE II

L'ALBANIE

Situation politique.

Avant d'aborder l'étude des possibilités économiques de l'Albanie, il est indispensable de dire quelques mots de sa situation politique. On peut, en effet, difficilement concevoir la mise en valeur d'une contrée, aussi longtemps que ses populations, armes en mains, refuseront de se constituer en Etat organisé. L'Albanie peut être définie comme une juxtaposition de clans disparates, apparentés seulement par la langue, et dont l'organisation sociale et politique ne dépasse pas le niveau de la féodalité la plus élémentaire.

La masse compacte des Albanais habite au nord du Séméni et à l'ouest du Drin Noir. Dans toutes les autres régions attribuées à l'Albanie, ce sont les éléments grecs et slavo-valaques qui prédominent.

Malgré les efforts de la propagande austro-italienne pour inculquer l'idée de patrie aux

Shkipétars, le sentiment national ne dépasse guère chez eux le domaine de la tribu. Et ces tribus, en luttes perpétuelles entre elles, ne conçoivent de solidarité ethnique que pour entreprendre une incursion pillarde, ou pour se dérober au paiement des impôts.

Comme le *Times* (1) le fit remarquer, les trois quarts environ du territoire qui doit constituer le royaume albanais, n'ont jamais payé d'impôts à l'Etat ottoman. Aussi la tentative des Jeunes Turcs de supprimer ce privilège a motivé la révolte albanaise bien connue, et qui n'a pas été sans contribuer à la guerre des Balkans.

A l'heure où nous écrivons, c'est Essad pacha qui s'est emparé du pouvoir nominal, naguère exercé par le prince de Wied. Il siège à Durazzo, où il est plus ou moins bloqué par des « rebelles ». De temps en temps il les bat, mais son gouvernement n'est pas plus effectif que celui du *mbret* fugitif.

Les multiples commissions internationales, qui procédaient à l'organisation de l'Etat nouveau-né, se sont désagrégées au premier souffle de la tempête européenne.

(1) *Times*, 14 August 1913.

Plusieurs gouvernements provisoires et sans consistance continuent à se disputer le pouvoir à l'intérieur. De plus, un certain nombre de chefs de tribus se sont érigés en roitelets indépendants, que divisent des querelles d'intérêts et des vendettas. Les populations des montagnes ne reconnaissant aucune autorité, continuent à pratiquer, comme de tout temps, l'anarchisme le plus complet.

L'Italie a mis la main sur Vallona. La Grèce occupe et administre cette Epire septentrionale hellénique, qu'au mépris de tout droit on avait adjugée à l'Albanie et qui, révoltée depuis la conférence de Londres, avait repoussé par les armes l'autorité du nouvel Etat.

Voilà dans quelles conditions peu rassurantes commence l'histoire économique de l'Albanie.

Situation économique.

La superficie du nouvel Etat atteindra 23 000 kilomètres carrés environ, et sa population sera de 700 à 800 000 habitants.

Ce qu'il faut tout d'abord examiner dans l'évaluation des richesses d'un pays, c'est le mouve-

ment des importations et des exportations, mais pour l'Albanie ce critérium serait bien précaire ; son commerce est non seulement minime, mais il est encore subordonné à des conditions locales exceptionnelles. L'Albanais, en effet, fruste et simple, a peu de besoins ; il produit lui-même tout ce qui est nécessaire à sa subsistance, et cela lui suffit. Il ne se soucie guère d'augmenter son bien-être par voie d'échanges.

Le consul de France à Scutari, dans un rapport récent, disait au sujet de deux des plus puissantes tribus albanaises : « Les Malissores et les Mirdites forment, en Albanie, un groupement important, mais leurs mœurs et habitudes ne rentrent pas dans le cadre d'un rapport commercial. L'agriculture et l'industrie sont totalement inconnues dans les régions montagneuses qu'ils habitent. »

Dans les autres régions, l'Albanais est, en général, agriculteur ou éleveur de bétail, mais ses méthodes sont primitives, et les instruments dont il se sert rudimentaires.

La culture par excellence du pays est celle du maïs, nourriture essentielle de l'Albanais. Le blé, le seigle, l'orge y sont rares. Jadis, la vigne fut

florissante, mais de nos jours elle périclité, tant à cause de la crue dévastatrice de certains cours d'eau, que de l'envahissement du mildew. L'olivier croît en abondance, principalement sur le versant méridional de la chaîne parallèle à l'Adriatique.

Le tabac est cultivé un peu partout. Il est d'une jolie couleur, mais en général assez fort et d'une saveur légèrement âcre. Il forme cependant un des principaux articles d'exportation.

Les prairies sont fertiles. Dans les années favorables, on peut faire jusqu'à trois fauchaisons, mais les fourrages artificiels sont inconnus. La culture des plantes oléagineuses est aussi presque complètement ignorée. Quant à l'élevage, il n'est pas moins arriéré; aucune sélection. Les meilleurs échantillons de la race bovine ne pèsent pas plus de 300 kilos, et les vaches ne donnent guère par jour plus de 2 litres de lait de mauvaise qualité. Les espèces ovine et caprine sont cependant meilleures. Les porcs ne sont jamais engraisés; on les voit errer en liberté, un peu comme des sangliers. Par contre, l'élevage des volailles a pris une certaine extension: outre la consommation locale, il donne lieu à quelques

exportations. Le miel est peu abondant, se vend cher, ainsi que la cire. La sériciculture, autrefois assez florissante, est presque abandonnée. Il n'en est pas de même des peaux brutes qui font l'objet d'un commerce d'exportation assez important.

Cette stagnation générale tient uniquement aux mœurs de la population albanaise. Le nouvel Etat possède, en effet, de vastes terrains propres à la culture des céréales, plus qu'il n'en faut pour nourrir tous ses habitants. Dans la région de Vallona, les trois quarts des terres peuvent être ensemencées et de même le long de la côte ; il suffirait que les marais fussent asséchés. La vallée de Mati, dont la largeur dépasse souvent 40 kilomètres, est d'une étonnante fertilité. Dans les montagnes, les pâturages pourraient nourrir un bétail beaucoup plus nombreux et mieux choisi.

Les ressources forestières de l'Albanie sont considérables. Dans les régions montagneuses, surtout dans le nord, croissent le sapin, le châtaignier, le frêne et le chêne. En outre, toutes les plaines comprises entre le Drin et l'Arzen sont en grande partie couvertes d'arbres de haute futaie et faciles à exploiter, grâce aux

nombreux cours d'eau qui sillonnent la région. On y trouve aussi le buis, le noyer, la bruyère, qui n'est pas assez utilisée, et le sumac dont les feuilles et le bois sont exportés en Autriche pour les tanneries.

Le nouvel Etat pourrait trouver là de précieuses ressources.

Enfin, ses cours d'eau, s'ils ne se prêtent guère à favoriser les moyens de communication, peuvent du moins servir à des irrigations fécondantes.

Faut-il parler de l'industrie? Elle est à peu près nulle. A peine voit-on quelques moulins à eau mal agencés, une ou deux fabriques de savon et de vinaigre, un seul moulin à vapeur à Vallona, et les salants de Kavaja.

Il est difficile à l'heure actuelle d'apprécier exactement la valeur minière de l'Albanie. On y trouve principalement du chrome, du plomb argentifère, du manganèse et du lignite, mais on ne pourra se prononcer sur ces richesses qu'après une prospection minutieuse. Il faut faire une exception toutefois pour les bitumes de Selenica, connus de toute antiquité. Leur exploitation méthodique date du jour où une compagnie

française s'est installée dans le pays. Le bitume que l'on y traite est particulièrement pur; mélangé aux asphaltes naturels, il est surtout utilisé pour la confection des trottoirs et chaussées modernes. La production annuelle est de 5000 tonnes environ, chiffre qui n'est dépassé que par les mines analogues de l'île de la Trinité. Peu de Parisiens se doutent que l'asphalte qu'ils foulent est en partie d'origine albanaise.

Une autre cause de la médiocrité du commerce en Albanie, c'est l'absence de chemins de fer. On n'y trouve même pas actuellement une seule route vraiment carrossable.

Mais quels que soient les avantages que l'Albanie peut être appelée à tirer des voies ferrées projetées, il faut se mettre en garde contre un excès d'optimisme. L'espoir de voir converger vers l'Adriatique toute une partie du commerce des nouvelles provinces grecques et serbes, repose sur l'hypothèse de la jonction éventuelle des réseaux albanais et grecs, d'une part, albanais et serbes, de l'autre. Or, à l'heure actuelle, ces régions sont desservies par les lignes aboutissant en Grèce, ou se dirigeant vers la Serbie, et il va de soi que ces deux Etats se refuseront

à toute concession destinée à favoriser l'Albanie à leur détriment.

La Grèce projette déjà la construction d'une ligne partant d'en face de Corfou et destinée à réaliser, à son profit, le projet autrichien : *Adriatique-Mer Egée-Constantinople*.

La Serbie, peu confiante aux promesses de la conférence de Londres, a, en attendant, assuré à son commerce l'accès de la mer à travers les territoires plus sûrs de ses alliés grecs et monténégrins.

Enfin, le pays albanais, sorte de Portugal, accroché au flanc de la péninsule balkanique, se trouve dans une position géographique éminemment favorable à sa prospérité. Tous ces avantages suffiraient à assurer la viabilité d'une Albanie autonome, mais la question se pose : Quand l'Albanais, qui se complaît dans une existence médiévale, sera livré tout à fait à lui-même, saura-t-il mieux utiliser les ressources de son pays ?

Au reste, l'Autriche et l'Italie, qui rivalisent de propagande en Albanie, ont-elles intérêt à voir s'établir dans ce pays un régime d'ordre et de progrès ?

CHAPITRE III

LA BULGARIE

Les Bulgares, originaires des bords du Volga, sont des Finno-Ougriens mêlés à des Slaves. Ils pénétrèrent en 679 dans le pays situé entre le Danube et les Balkans, et y fondèrent un royaume qui ne tarda pas à se slaviser. Après une série de vicissitudes, la Bulgarie tout entière tomba, en 1396, aux mains des Turcs. Mais, à la suite du traité de Berlin, elle retrouva son indépendance. L'annexion de la Roumélie orientale, en 1886, et la proclamation de son indépendance, en 1908, la constituèrent telle qu'elle était à la veille des guerres des Balkans.

Quelle était donc la situation de la Bulgarie à cette date ?

Situation économique.

Le problème économique est, encore à l'heure actuelle, difficile à préciser, mais nous examinerons la situation de la Bulgarie avant la guerre,

et c'est après en avoir dégagé les traits caractéristiques que nous rechercherons quelles modifications une année de victoires inespérées, aussitôt suivies de graves désastres, peut avoir eu sur l'avenir du pays.

A la veille de la guerre, la Bulgarie avait une superficie de 96 340 kilomètres carrés, et une population de 4 300 000 habitants, parmi lesquels 500 000 Turcs, 75 000 Roumains, 70 000 Grecs et 200 000 habitants divers : soit 20 % d'éléments étrangers.

Dans ce pays essentiellement agricole, toutes les classes de la population sont directement ou indirectement intéressées au sort de la récolte. Sur 10 000 habitants on en compte 7709 qui se consacrent aux productions du sol, 889 aux industries qui dérivent de celles-ci, 571 aux professions commerciales et 831 aux professions libérales et administratives.

Une des caractéristiques de la Bulgarie est l'extrême morcellement de la propriété. Le Bulgare est surtout un paysan, propriétaire d'un lopin de terre ; il cultive son bien en famille et en tire assez pour pouvoir vendre la majeure partie de sa récolte, tout en conservant le néces-

saire pour sa nourriture, très simple, et pour les semences. Il n'existe certainement pas aujourd'hui dans tout le pays 90 propriétaires possédant chacun plus de 100 hectares. La contenance moyenne d'un domaine est de 6 hectares.

L'étendue des terres cultivées était, en 1912, de 4 287 000 hectares, soit la moitié de la superficie du pays ; la plupart de ces dernières (2 405 000 hect.) étaient ensemencées en céréales et ont produit en cette même année 40 350 000 quintaux. Et il reste de vastes étendues de pacages ou de broussailles, arbitrairement qualifiés de forêts, qui pourraient encore être livrés à la culture. D'ailleurs, grâce à l'emploi de machines agricoles, le rendement à l'hectare a sensiblement augmenté.

L'élevage des animaux domestiques a fait aussi des progrès considérables, notamment celui du mouton et des oiseaux de basse-cour. L'exportation des œufs est l'objet d'un trafic important. La production des cocons a plus que doublé dans ces dix dernières années, et celle des roses, dont la cueillette incombe aux femmes, valait, en 1911, 7,403,928 francs.

Les forêts, autre richesse naturelle de la Bul-

garie, couvrent 2 600 000 hectares, presque le quart du pays. Mais l'industrie n'est guère développée ; sauf pour la transformation de produits agricoles, la Bulgarie ne semble pas destinée à lutter avec succès contre les fabrications étrangères. Le paysan préfère son champ à l'usine. D'autre part, le marché local est trop restreint pour couvrir les frais de revient.

Quant à l'industrie du sous-sol, elle se borne à l'exploitation de quelques gisements locaux (ciments, chaux, etc.). Le gouvernement a bien accordé une cinquantaine de concessions minières, mais trois seulement sont en exploitation (lignite, cuivre, zinc et plomb). D'ailleurs, il est vraisemblable que la Bulgarie ne renferme pas de grandes richesses minérales.

Le crédit public est représenté par la Banque Nationale de Bulgarie et la Banque Agricole, toutes deux institutions d'Etat. Elles ont rendu de réels services au commerce et à l'industrie, souvent au risque de se trouver compromises. Les dépôts de la Banque Nationale, formés principalement de fonds des communes, institutions publiques, cautionnements, etc., s'élevaient en septembre 1912 à 137,567,600 levas.

Elle avait à cette même époque une circulation de 142,254,000 levas. Les opérations portaient sur deux milliards et quart de francs. C'est en puisant largement dans ses caisses que l'Etat a pu, en grande partie, faire face aux dépenses des deux guerres.

Pour la Banque Agricole, ses opérations atteignent aujourd'hui un mouvement de deux milliards de francs environ. C'est un puissant instrument, entre les mains de l'Etat, pour intervenir dans les améliorations sociales.

Il existe encore d'autres banques, notamment la Banque Centrale Coopérative, issue des deux précédentes, et la Caisse d'Epargne Postale, qui réunit une cinquantaine de millions, sans parler d'un certain nombre d'établissements privés : Banque Balkanique, Banque Générale de Bulgarie, etc.

La Bulgarie, à l'exception du Danube, ne possède aucune rivière navigable ; elle manque aussi de routes bien établies. Par contre, elle possède un réseau de chemins de fer assez important, qu'elle s'applique à compléter. La longueur de ces voies ferrées atteignait avant la guerre 2 252 kilomètres, dont 270 en construction.

A cette même époque, la Bulgarie possédait deux ports assez bien outillés : Varna et Bourgas.

Les chiffres suivants permettront de se faire une idée du commerce extérieur de la Bulgarie :

Années	Exportations	Importations
1906	Fr. 114,573,000	Fr. 108,474,000
1909	» 111,433,000	» 160,429,000
1910	» 129,100,000	» 177,325,000
1911	» 184,634,000	» 199,345,000

Les exportations portaient principalement sur les céréales, puis sur le bétail, les peaux, les cocons, l'essence de roses, etc., les importations, sur les machines et produits manufacturés de toutes sortes. Les principaux importateurs, par ordre d'importance, ont toujours été : l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, l'Angleterre et la Turquie.

Fait à retenir : Depuis plusieurs années, les importations excèdent les exportations, ce qui peut donner quelque inquiétude pour l'avenir d'un pays qui n'a ni placements ni émigrés à l'étranger. Mais il ne faut pas oublier que la Bulgarie est en train de compléter son outillage national. Les principales dépenses portent sur les machi-

nes, rails, matériel de construction et wagons, qui lui permettront d'augmenter sa force productrice. De plus, ses achats ont été payés, en grande partie, sur les fonds d'emprunts étrangers.

Situation financière.

Dès sa libération, la jeune principauté a été astreinte à des sacrifices considérables ; tout était à créer. De 1887 à 1911, les dépenses budgétaires ont passé de 39 millions à 179 millions (comptes non clôturés), où figuraient entre autres :

Dette publique	pour	Fr. 40,400,000
Crédits militaires	»	» 39,600,000
Instruction publique	»	» 23,700,000
Chemins de fer, postes et télégraphes	»	» 22,700,000

Avant la guerre, la dette publique de la Bulgarie s'élevait à 623,206,000 francs, se décomposant comme suit :

			Dette primitive (milliers de francs)	Solde au 30 sept. 1912
Emprunt	(hypothécaire)	6 % 1892	124,963	81,000
»		5 % 1902	106,000	100,515
»		5 % 1904	99,980	96,483
»		4 1/2 % 1907	145,000	142,312
»	(Russie)	4 3/4 % 1909	82,000	81,584
»		4 1/2 % 1909	100,000	98,580
			<hr/>	
			657,943	600,174
Bons du trésor en circulation				25,000
Solde dû à la Banque Nationale				8,000
				<hr/>
				633,174
Moins disponibilités auprès de la Banque de Paris et des Pays-Bas				10,066
				<hr/>
		Total . . .		<u>623,108</u>

D'après ces données, la dette par habitant était de fr. 145.

Ce rapide exposé peut suffire à donner une idée de l'état économique de la Bulgarie, au moment où les hostilités éclatèrent.

On sait quelle année de lutttes acharnées, de triomphes d'abord, de désastres ensuite, suivis d'invasions, vient de traverser ce jeune royaume. Il en est nécessairement résulté des modifications

profondes dans la situation que nous venons d'exposer.

Voici comment se présente pour la Bulgarie le bilan de son effort national :

Passif bulgare après l'effort national de 1912-1913.

D'abord, les pertes en hommes : 52 716 jeunes gens morts ou disparus, et environ 10 000 invalides, dont l'entretien exigera une annuité de 10 à 15 millions de francs. La population s'est donc appauvrie de 1,5 %. Ensuite, la dette publique s'est accrue de plus de 100 %, non compris la dépréciation du matériel de guerre, (1) la réfection de lignes de chemins de fer et du matériel roulant (25 millions), le paiement de nombreuses indemnités (50 millions) pour dommages ou préjudices de guerre, que M. Georges Bousquet, délégué des porteurs de la dette publi-

(1) 200 millions pour l'artillerie, 50 millions pour l'achat de 400 000 fusils et 60 millions pour le nouvel équipement des troupes. (*Economiste Européen*, 14 novembre 1913.)

que bulgare, évaluée à 385 millions. (1) Soit un endettement nouveau de près d'un milliard. Ce n'est pas tout : la Bulgarie a cédé à la Roumanie une de ses plus riches provinces, d'une étendue de 7500 kilomètres carrés, et peuplée de 300 000 âmes environ. Tels sont les faits.

A première vue, la détresse semble grande. On aurait tort, cependant, de désespérer. Car si la situation financière du gouvernement inspire de graves appréhensions, l'état économique du pays se présente sous un jour moins défavorable.

Examinons, en effet, de plus près le passif : les pertes en hommes ont presque exclusivement atteint la classe rurale ; or, l'exploitation agricole en Bulgarie, grâce à sa forme collective et patriarcale, ne subit pas d'arrêt sensible du fait de la disparition d'un des membres de la famille ; ce membre peut être aisément remplacé. Ainsi, pendant la guerre, les ensemencements ont pu se faire, les moissons s'engranger, malgré l'absence de tous les hommes valides. En maints

(1) Il nous semble que ces chiffres contiennent de nombreuses exagérations, souvent même intentionnelles, en vue des emprunts à émettre à l'étranger. Le total peut être facilement réduit à 200 millions, après une analyse attentive des sommes afférentes à la dépréciation du matériel de guerre.

endroits, les femmes ont suffi pour accomplir tout le travail. L'excellente récolte de 1913 en est la preuve.

La guerre s'étant poursuivie hors des frontières, sauf pendant les dernières semaines, les propriétés ont peu souffert. L'occupation roumaine et l'invasion serbe du côté de Vidin n'ont causé aucune dévastation. Les pertes en animaux n'ont pas été considérables. Il n'y a donc pas lieu de craindre une diminution appréciable du rendement de la terre.

Quant aux classes élevées, elles n'ont pas subi de grands dommages. Les commerçants ont été peu atteints dans leurs personnes, moins encore dans leurs biens. Ne pouvant faire leurs approvisionnements à l'étranger, ils ont écoulé leurs stocks, même défraîchis, dans d'assez bonnes conditions.

Enfin, parmi les dettes contractées par le Trésor pendant la guerre, 450 millions de francs ont été dépensés dans le pays, ce qui est venu grossir d'autant le chiffre d'affaires des particuliers, donnant lieu à un bénéfice supérieur à la normale.

Faut-il en conclure que la situation agricole

et commerciale du pays soit satisfaisante ? Certes non, car les 450 millions utilisés dans le pays ont été payés soit en billets de banque qui subissent en ce moment un fort agio, ⁽¹⁾ soit en papier de réquisition. Donc l'enrichissement réel de la population dépend de la solvabilité du Trésor. Négociants en gros et débiteurs ont échangé leurs marchandises sur place, contre une monnaie qui n'a pas cours hors de chez eux. Pour solder leurs dettes aux importateurs étrangers et pour renouveler leurs approvisionnements, il leur faut de l'or, et cet or l'Etat seul peut le procurer, mais à une condition, c'est de contracter un grand emprunt étranger qui lui permette de retirer de la circulation ses billets et ses bons de réquisition. ⁽²⁾

Aussi, à l'heure actuelle, le gros point noir est-il la situation financière du gouvernement.

La première question qui se pose est de savoir ce qu'a coûté la guerre à la Bulgarie et avec quelles ressources elle y a fait face. A la veille des hostilités, le Trésor ne disposait d'aucune

(1) La perte sur la monnaie nationale a atteint depuis jusqu'à 27 0/0.

(2) L'exportation du reste de la récolte de 1912 et de celle de 1913 a tout de même soulagé un peu le marché.

réserve en numéraire. Une avance de 25 millions, obtenue à Paris, avait été employée à réduire la dette envers la Banque Nationale. Il a donc fallu, dès le début, recourir à nouveau au crédit de celle-ci.

De divers rapprochements d'écritures, il résulte que l'Etat a emprunté à la Banque, sous forme d'émission de billets, 180 millions de francs (garantis par une encaisse de 76,105,000 levas, dont 21,049,000 en argent). Il a émis, en outre, 95 millions de bons du Trésor, dont 77 placés à l'étranger. Enfin, il a payé, en bons de réquisition, 400 millions. Soit, au total, 675 millions dont le gouvernement s'est endetté.

Il faut y ajouter encore le déficit du budget de 1912, dont les recettes n'ont pu être perçues intégralement : 30 millions environ. Il est vrai que ce budget a été soldé avec un excédent. Mais ce n'est qu'une apparence : ce résultat a été obtenu grâce à la suppression d'un grand nombre de crédits qui ne sont, en réalité, que différés et qui viendront grever les budgets futurs.

Pour l'exercice de 1913, il faut s'attendre à un déficit encore plus considérable, au moins de 50 millions.

De plus, à côté de ces besoins immédiats, il faut placer la dépréciation du matériel de guerre, les dommages causés aux chemins de fer, les indemnités de toutes sortes, dont nous avons déjà parlé, et qui ont été évaluées à 335 millions, (1) sans parler de l'avance de 30 millions de francs ultérieurement obtenue à Vienne. En somme, l'ensemble de ces besoins dépasse 1100 millions, sans compter les frais que va nécessiter la mise en valeur des territoires nouvellement acquis.

Enfin, ne l'oublions pas, la Bulgarie a cédé à la Roumanie une des plus riches parties de son domaine national, et cette perte peut être évaluée à un milliard de francs.

La situation est grave. Pour y remédier, le parti le plus sage serait :

1° De différer la réfection des armements, mesure qui, vraisemblablement, ne sera pas admise.

2° D'imputer sur un grand nombre de budgets futurs les dépenses pouvant être différées.

3° De contracter un grand emprunt étranger, entièrement consacré à remettre en état les finances du pays, et à écarter une crise.

Plus exactement, cet emprunt devrait servir :

(1) Voir annotation p. 40.

- a.* à l'acquittement de la dette contractée envers la Banque Nationale ;
- b.* au remboursement des bons du Trésor ;
- c.* au remboursement immédiat de la moitié, au moins, des bons de réquisition ;
- d.* au remboursement de l'avance autrichienne de 30 millions ;
- e.* au paiement immédiat de la moitié des indemnités de guerre et aux dommages causés aux chemins de fer.

Soit, au total, environ 555 millions, et nous avons laissé de côté une partie importante de bons de réquisition et plus de 100 millions de déficits budgétaires et d'indemnités.

Dans ces conditions, l'emprunt que l'État bulgare devait contracter d'urgence, à l'étranger, était d'un montant nominal minimum de 600 millions environ. Et cela, en attendant qu'il puisse émettre un deuxième emprunt, de près de 900 millions, pour liquider le restant de ses engagements, dûs à la guerre, et entreprendre la mise en valeur de ses nouveaux territoires.

Le seul marché auquel la Bulgarie aurait pu s'adresser avantageusement, était celui de Paris.

Mais le gouvernement français, impressionné par la politique nettement austrophile de la Bulgarie, fit quelques réserves et demanda certaines garanties d'ordre politique; il se rendait en effet compte que Vienne, ayant entièrement inféodé les Bulgares à sa politique, avait hâte de voir ceux-ci se relever de leur déchéance, à l'aide de l'argent français, pour les employer contre les amis et les intérêts de la France dans les Balkans.

Cette attitude prudente du gouvernement français ayant fortement déplu aux dirigeants de Sofia — dont elle compromettait les noires machinations, — ils s'en allèrent frapper à une autre porte : à celle de Berlin. Celle-ci leur fut ouverte à deux battants. Un syndicat austro-allemand, ayant à sa tête la *Disconto-Gesellschaft*, leur offrit un emprunt d'un montant nominal de 500 millions de francs, à des conditions nettement usuraires, compliquées de stipulations de commandes et de concessions multiples. L'offre fut cependant agréée, car si les conditions financières demeuraient dures, par contre, les conditions politiques concordaient sensiblement avec les aspirations usurpatrices du gouvernement de Sofia.

A la veille de la guerre européenne, sur cet emprunt de 500 millions, la Bulgarie n'avait touché que cinq millions. Puis, la guerre ayant éclaté, l'émission fut ajournée. Entre temps, plusieurs organes de la presse bulgare, notamment le *Preporetz* et la *Cambana*, entreprirent une vive campagne contre M. Tontchef, ministre des finances, qui avait souscrit aux conditions fâcheuses des banques allemandes, et dont ils considéraient la politique financière comme désastreuse. Mais cette campagne fut stérile; les hommes au pouvoir imposèrent leur volonté au pays.

A l'heure où nous écrivons, à la suite de laborieuses négociations secrètes, la Bulgarie obtint à Berlin une avance sur le dit emprunt, de 150 millions de francs, contre des bons acceptés au pair au taux de 7,50 $\%$. Sur cette somme, la moitié seulement sera versée immédiatement; l'autre moitié devra parvenir à Sofia, à raison de 10 millions par quinzaine, à partir du 1^{er} avril 1915.

Cette dernière condition montre que les empires centraux, craignant eux-mêmes d'être dupes de leurs astucieux amis de Sofia, ont voulu se réserver la possibilité de contrôler tous les quinze

jours, pendant plusieurs mois, l'attitude de la Bulgarie.

Le fait que la convention du prêt n'est pas soumise au *Sobranié* indique clairement que le gouvernement bulgare a voulu couper court à l'opposition, qui n'aurait pas manqué de se produire, de la part des hommes politiques favorables à la Triple-Entente.

Mais ces 450 millions que peuvent-ils pour soulager l'énorme passif du pays ?

A supposer même que la Bulgarie parvienne à toucher au comptant la moitié du solde de son emprunt de 500 millions, il n'en reste pas moins évident — notamment à la suite des dépenses imprévues et extraordinaires dues à la présente guerre — que les perspectives du relèvement financier de la Bulgarie justifient les plus graves inquiétudes.

Actif bulgare après l'effort national de 1912-1913.

Mais nous n'avons parlé que du passif. Examinons maintenant l'actif de l'effort bulgare.

C'est, avant tout, l'acquisition en Thrace et en

Macédoine de 23 257 kilomètres carrés. Dans ce vaste territoire, 2555 kilomètres seulement sont cultivés. Le reste, plaines ou montagnes, n'est pas absolument incultivable ; mais la partie basse ne peut devenir productive qu'après le dessèchement de nombreux marais, quant aux montagnes, très dénudées, leur reboisement exigera beaucoup de temps et d'argent. En attendant, ces régions continueront à abriter des villageois pauvres, vivant de cultures rudimentaires, et des pasteurs nomades.

Dans la partie vraiment fertile, la culture principale est celle du tabac, notamment dans le Caza de Djoumaya, limitrophe de l'ancienne frontière bulgare, et dans les environs de Xanthy qui produisent un tabac des plus renommés.

C'est ainsi que le rendement total du district de Xanthy, dont les deux tiers sont dévolus à la Bulgarie, a été en 1910 de 3 millions de kilos de tabac, dont il a été exporté cette même année pour près de 6 millions de francs.

Le Caza de Neurokop renferme aussi des parties fertiles et une population relativement dense.

Dans la nouvelle Bulgarie, on cultive aussi le mûrier et la sériciculture, bien organisée, ne sera

pas d'un revenu négligeable. Il a été exporté en 1909 pour plus de 3 millions de francs de cocons, dont les meilleures qualités provenaient de Souffly et Moustapha-Pacha, localités aujourd'hui bulgares.

L'exportation des cuirs n'est pas non plus sans avenir. Les autres produits n'ont, quant au présent du moins, que peu d'importance.

Le sol de Thrace est riche en gisements miniers, mais par suite d'entraves administratives, aucune prospection convenable n'a pu être faite. La présence du lignite a été constatée dans les districts de Dédéagatch et de Souffly.

Le développement du nouveau pays est subordonné à la création de voies de communications qui, aujourd'hui, font presque totalement défaut, et à la construction de ports bien agencés.

Il possède, il est vrai, 219 kilomètres de voies ferrées, mais ces lignes, actuellement isolées, ne deviendront vraiment utiles que le jour où elles seront jointes au réseau de l'ancienne Bulgarie.

L'issue de la Bulgarie sur la mer Egée constitue un immense avantage pour le développement du royaume. Dorénavant, le commerce bulgare ne sera plus astreint au régime des

détroits. La distance de Sofia à Porto Lagos ne sera que de 406 kilomètres, au lieu de 460 jusqu'à Bourgas et 540 jusqu'à Varna. De là, un double bénéfice de sécurité et de rapidité des communications.

Très à propos, le gouvernement bulgare a fait choix de Porto Lagos pour la construction d'un port important, dont la dépense est évaluée à 20 millions. La ligne qui rejoindra Sofia à ce port coûtera environ 40 millions.

D'après les recensements opérés sous l'administration ottomane (de 1905 à 1908), on comptait dans la partie de la Macédoine annexée à la Bulgarie 240 000 habitants, dont 123 000 chrétiens, en majorité bulgares. La population totale de la partie de la Thrace acquise à la Bulgarie serait de 393 000 habitants, dont la moitié sont musulmans. La population chrétienne compte environ 140 000 Grecs et 60 000 Bulgares.

Ainsi donc, le territoire bulgare se trouve augmenté de 25 % (déduction faite de la partie cédée à la Roumanie), et sa population de 16 %. Soit un total de 4 600 000 habitants environ et 112 597 kilomètres carrés.

Dans ces conditions, la Bulgarie se trouve avoir désormais une population sensiblement égale à celle de la Serbie et de la Grèce, et l'équilibre dans les Balkans semble aussi parfait qu'on peut le souhaiter.

Mais la Bulgarie avait de plus hautes visées. Son rêve était de conquérir presque toute la péninsule ; elle serait devenue ainsi la septième grande puissance européenne, au détriment de ses voisins. La réalité est tout autre, et, en fin de compte, le bilan final pour elle fut désastreux.

La Bulgarie a perdu 65 000 jeunes gens. Les deux guerres lui ont coûté plus d'un milliard. Une gloire précieuse a été compromise et pour longtemps souillée. La plus grande partie de la Macédoine devint grecque ou serbe. La Thrace, occupée par les Bulgares pendant six mois, et que le traité de Londres leur avait octroyée, fit retour aux Turcs. Il a fallu céder aux Roumains la plus riche province du royaume. Sans parler de l'Empire ottoman, dont l'antique inimitié n'est pas éteinte, la Bulgarie s'est fait quatre nouveaux ennemis : la Roumanie, la Grèce, la Serbie et le Monténégro.

A quoi tiennent les destinées des peuples !...

Il eût suffi aux dirigeants bulgares de fermer l'oreille aux suggestions de l'Autriche et d'accepter, à la fin de juin 1913, l'arbitrage du tsar, pour éviter de cruels revers, des pertes irréparables, et un avenir assombri par des difficultés politiques et financières inquiétantes.

CHAPITRE IV

LA GRÈCE

Le comte de Gobineau écrivait vers le milieu du siècle dernier : « L'Europe a construit le royaume de Grèce avec une sorte d'intention de lui rendre la vie impossible. » Rien de plus vrai. Après la bataille de Navarin, l'Europe, entraînée par certaines diplomaties, semblait avoir choisi comme à dessein un lambeau de mauvaises terres pour y laisser végéter les 550 000 Grecs qui, seuls de leur race, recevaient l'indépendance. Les autres Grecs, plusieurs millions, restaient sous la domination ottomane. Ainsi vint au monde l'Etat hellénique, chétif, misérable, menacé de mourir de faim, sur un sol aride et ravagé par les hordes d'Ibrahim Pacha, grevé dès sa naissance d'une dette publique quinze fois supérieure à ses revenus. Economiquement et politiquement, il végéta.

A peine constitué, il ressentit les fâcheux effets de l'exiguité de ses frontières et subit le contre-coup des fréquentes révoltes des Grecs de Turquie ;

celles-ci depuis trois quarts de siècle ne lui ont pas coûté moins de 200 millions de francs, soit le cinquième de sa dette publique à la veille de la guerre des Balkans. Ces graves soucis extérieurs, joints à maintes déceptions diplomatiques et à des difficultés économiques de toutes sortes, ont longtemps suspendu toute activité productive. Aussi l'évolution de la Grèce fut-elle particulièrement pénible ; sa stabilité même a paru compromise.

Un peu partout, on se refusait à prendre au sérieux, non seulement les armées helléniques, mais encore tout l'organisme national grec. Les personnalités les plus compétentes en matière militaire assuraient, au début des guerres des Balkans, que la Grèce ne saurait jamais mobiliser qu'une médiocre armée de 70 000 hommes. Quant à la marine hellénique, la presse anglaise démontrait, par des calculs positifs, que la flotte turque n'en ferait qu'une bouchée, dès la première rencontre. Enfin, de nombreux financiers prédisaient que la Grèce marchait à coup sûr vers une seconde banqueroute.

Or, les événements ont apporté un démenti inattendu à toutes ces fâcheuses prévisions. Au lieu

de 70 000 hommes, la Grèce a mis sur pied une armée quatre fois supérieure : 282 000 hommes (1) que la Mission militaire française avait admirablement préparée à la victoire. La flotte grecque, si décriée, a conquis toutes les îles turques et conservé jusqu'à la fin des hostilités la maîtrise absolue de la mer. Enfin, pour ce qui est des finances, il suffit de constater qu'en décembre 1913 les besoins immédiats du trésor hellénique ne dépassaient pas 150 millions de francs, tandis que ceux de la Bulgarie atteignaient plus de 700 millions.

C'est un fait admis que le relèvement militaire d'un peuple est étroitement lié à l'expansion de ses entreprises nationales. La Grèce en a fourni un bel exemple. Elle a fait preuve, dans ces dernières années, d'une étonnante vigueur économique, dont la répercussion a été immense sur sa fortune matérielle, et aussi sur l'intensité de son effort national au cours des années 1912-13. Il existait donc en Grèce un élément de force que les plus avertis n'avaient pas soupçonné. Aujourd'hui, la source de cette vigueur n'est plus un mystère.

(1) Statistique officielle du Ministère de la guerre de Grèce.

Tandis que l'Etat hellénique subissait de cruelles déconvenues, il en allait tout autrement pour ses sujets, envisagés isolément.

Le Grec, on le sait, émigre facilement ; toujours il a osé tenter la fortune ; grâce à sa sobriété et à sa ténacité, il réussit généralement dans les entreprises lointaines. Parti de peu ou même de rien, après avoir couru le monde, il rapporte dans son pays presque toujours l'aisance, sinon le luxe. Grecs de Grèce ou Grecs de Turquie conservent un dévouement ardent à la cause hellénique ; ils aiment à faire bénéficier la mère-patrie du gain amassé à l'étranger. Le plus riche comme le moins fortuné met son point d'honneur à attacher son nom à une œuvre patriotique ; qu'il s'agisse de fonder un hôpital, une école, une institution charitable, d'acheter une batterie de canons ou un navire de guerre, on peut toujours compter sur lui. L'un d'eux n'a-t-il pas fait à son pays le royal présent du cuirassé *Averoff* ?

Les familles d'origine grecque installées à demeure dans les provinces ottomanes, dans les ports de la mer Noire, dans les échelles du Levant, en Egypte et dans les principales villes de l'Europe, représentent aujourd'hui une popu-

lation de plus de 5 millions d'individus. Les plus fortes agglomérations résident à Constantinople (1) (500 000 Grecs) et à Smyrne (200 000). Les fortunes réunies des grandes familles de négociants grecs établis aujourd'hui à Trieste, Marseille, Paris, Londres et Manchester peuvent être évaluées à trois milliards de francs. En Egypte, 200 000 Grecs détiennent la moitié du commerce égyptien ; dans la mer Noire, le commerce des ports et souvent celui de l'intérieur est en grande partie entre les mains de négociants hellènes. La moitié des exportations des Indes anglaises est faite par la maison grecque Ralli Brothers, de Londres. Enfin, on sait qu'en Turquie le commerce, l'industrie et les professions libérales sont, pour une large part, exercés par des Grecs.

A cette émigration habituelle et déjà ancienne, est venu s'ajouter, depuis quelques années, un mouvement d'émigration plus lointain. On compte à l'heure actuelle aux Etats-Unis plus de 200 000 Grecs, qui sont pour leur pays d'origine une source de richesse considérable. La Grèce reçoit d'eux annuellement plusieurs millions de dollars. Pen-

(1) Fait à noter : c'est à Constantinople que se parle le grec le plus pur.

dant les dernières guerres, ils ont fourni 57 000 réservistes, presque autant d'hommes qu'on attribuait avant la crise à la Grèce entière. Et voilà l'explication de son relèvement inattendu : la Grèce d'hier n'était, économiquement parlant, qu'une petite partie du monde hellénique. Sa principale force lui venait de ses colons à l'étranger, dont beaucoup occupent de hautes situations dans la finance, l'industrie et le commerce internationaux ; tous, petits ou grands, en s'enrichissant au loin avaient conservé la tradition, soit d'adresser une partie de leur épargne aux parents demeurés en Grèce, soit de placer leur gains dans des entreprises helléniques. Grâce à cet afflux de numéraire, la situation économique si précaire du petit royaume naissant a pu se consolider insensiblement ; ces remises s'accroissant d'année en année, les affaires ont pris un essor imprévu et, au jour du danger, le pays a pu révéler une force qui s'ignorait elle-même, et obtenir des succès dépassant toutes les espérances.

Pour bien se rendre compte de ce rapide enrichissement de la Grèce, il faut examiner successivement l'évolution économique et financière du royaume depuis sa libération.

Situation économique.

La Grèce d'avant la guerre des Balkans était un pays agricole, mais qui, par suite de la sécheresse du climat et de la rareté de plaines fertiles, n'arrivait pas à se nourrir sur son propre fonds. Sur les 6 400 000 hectares qui composaient le royaume, 2 407 000 environ étaient affectés à la culture. Ils se décomposaient comme suit :

Céréales (dont la moitié restait en jachères tous les ans)	4 215 000	hect.
Vignes	121 000	»
Raisins de Corinthe.	57 000	»
Oliviers.	401 000	»
Tabac	12 000	»
Arbres fruitiers	51 000	»
Forêts (de peu de valeur en général). . .	850 000	»
Total	<u>2 407 000</u>	<u>hect.</u>

Le reste du pays se compose de pâturages assez vastes; mais le plus souvent médiocres, de terres incultivées et pour la plupart incultivables.

En ces dernières années, la production agricole annuelle représentait, en moyenne, 262 millions de francs :

Céréales	107	millions
Vins	45	»
Raisins de Corinthe	52 ¹ / ₂	»
Huile d'olives et olives	40	»
Tabac	10	»
Coton	2	»
Figues	5 ¹ / ₂	»
Total	262	millions

Si nous y ajoutons la valeur des moutons élevés annuellement dans le pays (32 millions de francs), des chèvres (18 millions) et les produits de la sériciculture, de l'aviculture et de l'apiculture, nous arrivons à une production totale d'environ 350 millions de francs.

Au point de vue industriel, la Grèce est encore peu favorisée. Il y a quelques années, elle était en voie de progrès, grâce à l'agio de l'or qui lui servait de prime, mais la disparition rapide de celui-ci lui a porté grand préjudice.

L'industrie minière est assez développée, mais pourrait l'être davantage, car le sous-sol est riche en plomb, zinc, cuivre, fer magnésifère, émeri, soufre, lignite. Il s'y trouve surtout une grande variété de marbres. On extrait par an pour 20 à 23 millions de francs de minéraux.

Mais la principale ressource de la Grèce a toujours été et reste encore la mer. Sans parler de la pêche (poissons, coquillages, éponges) qui fait vivre une partie de la population côtière, les transports maritimes sont une source très importante de richesse. Dès la plus haute antiquité, le Grec eut l'instinct de la mer. Même avant sa libération, la Grèce avait une marine marchande respectable. Pendant la guerre de l'indépendance (1821-1828), ses voiliers, transformés en navires de guerre, ont donné plus d'une fois la chasse aux escadres turques. Avec l'invention de la vapeur survint une période de crise. Vers 1873, alors que la marine grecque à vapeur n'était pas encore constituée, la navigation à voile périlait. Mais les négociants hellènes, établis à l'étranger, apportèrent le concours de leurs capitaux et de leur expérience, et la marine marchande prit un essor étonnant. Témoin le tableau suivant :

Années	Vapeurs au-dessus de 100 tonnes	Tonnage brut
1898	400	139 431
1903	480	321 330
1912	365	705 897
1914	407	820 864

Comme le constatait dernièrement notre regretté maître M. Pierre Leroy-Beaulieu, tombé depuis au champ d'honneur, la Grèce, proportionnellement à sa population, est, après la Norvège, le pays du monde qui possède la plus forte marine marchande. L'augmentation pendant 15 ans (de 1898 à 1912) a été de plus de 500 0/0, tandis que, dans la même période, l'accroissement, pourtant remarquable, de la marine allemande n'a été que de 185 0/0 et celui de l'Angleterre de 60 0/0. Et, fait digne de remarque, la marine marchande hellénique ne reçoit aucune subvention du gouvernement. (1) Pendant les guerres récentes, 95 vapeurs, dont 4 transatlantiques, ont été réquisitionnés par l'Etat. Ils ont transporté plus de 250 000 soldats (Grecs, alliés ou prisonniers de guerre). En novembre 1912, la Grèce, sur la demande du gouvernement bulgare, concentra, en moins de trois jours, à Salonique, 51 gros paquebots pour le transport des troupes bulgares à Dédéagatch. Peu de nations seraient capables de fournir un tel effort en un délai si court.

(1) Conférence faite le 12 décembre 1913 à l'Ecole des Hautes Etudes Sociales par M. N. I. Politis, professeur à la Faculté de droit de Paris, actuellement Directeur général du ministère des affaires étrangères de Grèce.

Dans la navigation à travers les Dardanelles, le pavillon grec l'emporte aujourd'hui par le nombre de navires sur le pavillon anglais lui-même. Dès 1910, malgré le boycottage anti-grec des Jeunes Turcs, on a vu passer à travers les détroits 4150 vapeurs helléniques contre 3650 anglais. (1)

Aussi, depuis quelques années, les Anglais ont-ils dû abandonner le trafic entre les ports de la mer Noire et ceux de la Méditerranée, pour se consacrer aux plus longs parcours mer Noire-océans, où seuls les plus gros vapeurs grecs peuvent leur faire concurrence.

Entre autres conséquences de ce rapide développement de la marine marchande hellénique, il en est une qui intéresse au plus haut point la France. Le transport des céréales russes, qui se fait principalement par Marseille, est effectué en grande partie, à l'heure actuelle, par les cargo-boats grecs.

Un épisode de la dernière guerre a démontré toute l'importance de ce trafic. Trois semaines

(1) M. A. M. Andréadès, professeur à l'Université d'Athènes, a publié une remarquable étude sur la marine marchande grecque dans le *Journal des Economistes*, numéros des 15 sept. et 15 oct. 1913.

environ avant l'ouverture des hostilités, la Turquie, à l'encontre du droit des gens, mit l'embargo sur tous les vapeurs grecs de passage dans les détroits. Du même coup les vapeurs grecs qui se trouvaient dans la mer Noire furent immobilisés. La Turquie, par cette manœuvre, espérait peser sur la Grèce et l'empêcher de se joindre aux alliés balkaniques. Mais la Porte avait oublié que si les pavillons étaient hellènes, les cargaisons ne l'étaient pas. Toutes les grandes puissances se hâtèrent d'intervenir, la France en tête qui, plus qu'aucune autre, se trouvait lésée. La plus grande partie des céréales transportées par les vapeurs grecs étant à destination de Marseille, plusieurs grandes minoteries de cette ville menaçaient de fermer leurs portes. La Turquie dut céder : elle relâcha 58 vapeurs grecs et ouvrit les détroits à ceux qui, restés dans la mer Noire, portaient également des cargaisons étrangères. Elle retint, cependant, 23 vapeurs à Constantinople et en immobilisa autant dans la mer Noire. Pour cette détention illégale, la délégation hellénique à la Commission financière de Paris a réclamé une indemnité de 26 millions de francs environ, mais la délégation ottomane répondit que

l'article 1 de la convention de la Haye de 1907, invoquée par la Grèce à cet effet, marquait un simple *désir*, un *vœu*, et non une stipulation. (1)

C'est vraiment jouer sur les mots. En tout cas, *il est désirable* qu'à l'avenir une convention très explicite vienne trancher cette question des transports maritimes qui, de nos jours, a une importance capitale pour la vie internationale.

En Grèce, au premier plan du crédit public se place naturellement la Banque Nationale, puissante institution privée, au capital de 20 millions de francs, à laquelle le gouvernement a concédé le monopole de l'émission. Ses actions, de fr. 1000 à l'origine, sont cotées aujourd'hui à près de fr. 5000.

Les perturbations politiques récentes n'ont aucunement lésé la Banque Nationale ; au contraire, comme le prouve le tableau ci-dessous, les deux guerres semblent avoir stimulé son activité dans toutes les directions.

(1) Compte-rendu des Travaux préparatoires du Comité des réclamations pécuniaires des belligérants, 19 juin-17 juillet 1913.

*Situation de la Banque Nationale de Grèce
au 30 juin 1912 et au 30 décembre 1913 :*

Désignations	En milliers de francs	
	30 juin 1912	30 décembre 1913
Or à l'étranger . . .	106,937	227,313
Encaisse or. . . .	14,179	26,819
	<hr/>	<hr/>
	121,116	254,132
Billets de banque en circulation	126,373	234,475
Couverture d'or des billets en circula- tion (par 1000 dr.)	958	1,071
Dépôts :		
A vue	43,614	70,923
A terme	130,043	149,628
Caisses d'épargne. .	25,048	41,251
	<hr/>	<hr/>
	447,152	751,480
	<hr/>	<hr/>

Ainsi donc, le stock d'or possédé par la Banque Nationale de Grèce, qui était en chiffres ronds de 121 millions de francs au 30 juin 1912, s'est progressivement élevé pour atteindre le total, sans précédent, de 254 millions au 30 décembre 1913, chiffre considérable comparativement à la population du pays.

La Banque Nationale, après avoir tout d'abord causé, par une émission excessive de papier à laquelle les besoins du gouvernement l'avaient condamnée, une énorme dépréciation des changes étrangers, a contribué puissamment au relèvement de ces mêmes changes après 1898.

Pendant les deux guerres, la Banque Nationale a pris ferme environ 130 millions de francs sur les sommes empruntées par le gouvernement hellénique à l'étranger. Sur ces sommes elle a gardé dans son portefeuille 75 millions, et même, à certains moments difficiles, où des considérations politiques empêchaient la Grèce de s'adresser aux marchés internationaux, la Banque, usant de son crédit personnel et de ses relations à l'étranger, s'est substituée à l'Etat pour procurer des avances au Trésor grec. (1)

Outre la Banque Nationale, on doit citer la Banque d'Athènes, au capital de 60 millions de francs, étroitement liée à l'Union Parisienne ; la Banque Ionienne (2) et la Banque d'Orient. Ces

(1) Exposé des motifs du budget rectificatif de 1913, par M. Diomidès, ministre des finances de Grèce.

(2) La Banque Ionienne, ancienne Banque nationale des îles Ioniennes, cédées par l'Angleterre à la Grèce en 1864, conserve encore un petit privilège d'émission. (7 millions de francs au maximum).

trois établissements possèdent de nombreuses succursales en Égypte et en Turquie.

D'autres éléments permettent encore d'apprécier la situation économique de la Grèce.

D'abord, les dépôts dans les Banques grecques :

en 1900	. . .	98 millions de francs		
» 1912	. . .	436	»	»
» 1913 (octobre)		480	»	»

Puis, les valeurs cotées à la Bourse d'Athènes, non compris les fonds d'Etat :

en 1904	. . .	365 millions de francs		
» 1912	. . .	521	»	»

Enfin le commerce extérieur de la Grèce a passé de 1902 à 1911 (dernière année de vie économique normale) de 247 millions à 334, (1) savoir :

Années	Exportations	Importations
1902	80 millions	437 millions
1911	458 »	473 »

Rapporté au chiffre de la population, le commerce extérieur de la Grèce atteint 120 francs par tête, environ. C'est sensiblement plus qu'aucun autre pays balkanique, à l'exception de la

(1) Exposé des motifs du budget de 1913, par M. Diomidès, ministre des finances de Grèce, février 1913.

Roumanie (fr. 140) ; c'est plus encore que l'Espagne et le Portugal ; ce n'est pas beaucoup moins que l'Italie, où la proportion est de 185 francs (1912).

Enfin, symptôme significatif, le nombre de porteurs nationaux de la Dette extérieure va chaque année en augmentant, comme le prouve le montant des coupons de la Dette publique hellénique payé en Grèce. Ce montant a passé de 548,000 francs en 1902 à 2,720,000 francs en 1912. La Grèce rapatrie donc sa dette. (1)

Rien ne saurait mieux attester que ces chiffres l'essor économique de ce petit royaume.

Situation financière

Les débuts de la Dette publique hellénique tiennent un peu du roman. (2) Le premier emprunt grec a été conclu à Londres en 1824, trois ans avant la bataille de Navarin, qui décida du sort de la Grèce. Il était contracté en pleine période révolutionnaire par un gouvernement provisoire. Cet emprunt de 20 millions de francs,

(1) Compte-rendu des opérations de la Commission financière internationale pour 1912.

(2) Voir *Histoire des Emprunts nationaux helléniques*, 1^{re} partie. A. M. Andréadès. Athènes, 1904.

à 5 %, fut émis au taux de 59 %, mais, sur cette somme, la Grèce toucha à peine 8 millions.

Les philhellènes anglais, afin de prévenir tout gaspillage de la part du gouvernement provisoire, ne lui versèrent cette somme que par acomptes et par l'intermédiaire, entre autres, de Lord Byron. La mort subite de celui-ci vint retarder considérablement les versements.

Encouragé par ce premier succès, le gouvernement provisoire émit, l'année suivante, un deuxième emprunt de 50 millions de francs, cette fois-ci au taux d'émission de 55 $\frac{1}{2}$ %. Mais le malheur voulut que la Grèce, pour s'affranchir de la tutelle des philhellènes anglais, confiât ses intérêts à un syndicat de banquiers londoniens peu scrupuleux : c'est à peine si elle toucha six millions sur cinquante. Aussi, à sa libération, le pays se trouva-t-il grevé d'une dette publique de 430 millions, tandis que ses revenus annuels ne dépassaient guère 8 millions de francs. L'Etat grec étant dans l'impossibilité de faire face à ses engagements, une convention dut intervenir par la suite entre la Grèce et ses créanciers. (1)

(1) Le 31 décembre 1878, la Grèce devait du chef de ces deux emprunts 10,030,000 L. st. Cette créance fut convertie en une dette nouvelle d'environ 1 million de livres sterling.

En 1832, la Grèce fut dans une situation encore plus précaire. La France, l'Angleterre et la Russie convinrent de lui garantir un emprunt de 60 millions de francs. Mais l'endettement du pays était au-dessus de ses forces contributives. Le service de cet emprunt fut bientôt interrompu. La garantie des trois puissances dut entrer en jeu et la France, pour sa part, avança de ses deniers 3,793,277 francs. (1)

En 1860, une commission internationale réunie pour liquider cet emprunt stipula que la Grèce commencerait à rembourser ces avances à raison de 900,000 francs par an. Chose singulière, la nature de cette somme ne semble pas avoir été déterminée et, même à l'heure actuelle, on ignore si ces 900,000 francs, que le gouvernement hellénique verse toujours, représentaient l'intérêt, l'amortissement, ou les deux à la fois, et dans quelle proportion. La question se compliqua encore par le fait qu'à partir de 1864 chacune des puissances protectrices renonça respectivement au tiers de sa part, afin de créer une liste civile additionnelle au roi Georges I^{er}. Mais cette renonciation, qui devait-elle grever ? On n'est pas fixé sur

(1) Voir René Stourm, *Le Budget*, édit. 1900, p. 265.

ce point. (1) En France, la loi des finances de 1887 a rayé définitivement des comptes du Trésor les créances de l'emprunt grec. (2)

Le plus gros endettement de la Grèce date surtout de 1881. La période de 1881-1890 fut une ère de folies financières. Pendant ces dix années, le gouvernement hellénique contracta à l'étranger une série d'emprunts d'un capital nominal de 570,000,000 de francs, (3) exigeant un service annuel de 27,789,000 francs. Mais, comme la Grèce avait déjà en 1890 le cours forcé avec un agio moyen de 1 drachme 235 ct. par franc d'or, la charge de ces emprunts atteignait une somme annuelle de 34,320,526 drachmes, sans compter les 900,000 francs de l'ancien emprunt, dit des trois Puissances, et le service de la dette intérieure et de la dette flottante.

Pendant les années 1891 et 1892, l'Etat aggrava encore sa situation en empruntant aux banques

(1) D'après une enquête personnelle à laquelle s'est livré M. A. M. Andréadès, professeur à l'Université d'Athènes, il paraît que la Commission financière internationale de la Dette hellénique possède un mémoire secret, rédigé en 1859, d'après lequel les 900,000 francs versés annuellement se répartiraient en amortissements et en intérêts.

(2) Article 4 de la loi des finances du 26 février 1887.

(3) Sur cette somme, la Grèce a réellement touché 413,333,500 francs.

d'émission et en augmentant sa circulation particulière de billets à cours forcé, jusqu'à concurrence de 85,673,227 drachmes. Il s'ensuivit une nouvelle hausse du change qui atteignit, en 1893, 4 drachme et 65 ct. par franc d'or. A ce cours du change, le service de la Dette extérieure représentait 58 millions de drachmes, soit plus de 60^o/o des recettes annuelles du budget.

La faillite était inévitable. Elle survint en 1893. Pour y remédier, une Commission financière internationale fut instituée à Athènes en 1898. Elle fut chargée du remaniement du service de la dette, de la gestion des revenus concédés et elle prit des mesures pour l'amélioration du régime fiduciaire. Sans insister sur quelques critiques de détail, on peut affirmer que cette commission a rendu des services précieux, tant à la Grèce qu'à ses créanciers.

Aujourd'hui toutefois, la révision de la convention de 1908 s'impose en ce qui concerne les emprunts contractés de 1881 et à 1890. Il est déjà question d'un arrangement qui transformerait le partage des plus-values et des profits du change, affectés au service de ces dits emprunts, en une *annuité fixe*. Cette annuité serait supérieure aux

dividendes actuels et aurait pour effet de rendre, d'une part, au gouvernement grec son indépendance monétaire et, d'autre part, de relever immédiatement les *revenus* des porteurs de ces emprunts et la valeur de leur *capital*, converti en une dette nouvelle unifiée — ainsi que cela s'est produit en faveur des détenteurs des anciennes séries de la Dette ottomane.

Au 31 décembre 1912, la situation de la dette publique de Grèce était la suivante :

Dette or (en milliers de francs).

1881.	5 %	. . . . .	91,584
1884.	5 %	. . . . .	79,920
1887.	4 % (Monopoles)	. . . . .	120,498
1889.	4 % (Rentes)	. . . . .	136,681
1890.	5 % (Pirée, Larissa)	. . . . .	52,782
1893.	5 % (Funding)	. . . . .	8,576
1898.	2 1/3 % (Emp. garanti)	. . . . .	128,360
1902.	4 % (Chem. de fer)	. . . . .	55,715
1907.	5 % (Défense nationale)	. . . . .	19,500
1910.	4 %	. . . . .	109,288
1912.	6 % (Guerre)	. . . . .	40,000
			<hr/>
	Total dette or	. . . . .	842,904
			<hr/>

Dettes papier (en milliers de drachmes).

1885. (Empr. patriotique)	1,792
1898. 5 % (Unifié)	74,790
Papier-monnaie	61,776
1900. 5 % (Meligala)	11,440
1907-9. (Thessalique)	14,050
Bons du Trésor	10,000
	<u>173,848</u>
Dettes totales (1)	<u>1,016,752</u>

Il est vrai qu'il y avait en circulation en plus, à cette date (Compte-rendu des opérations de la Commission financière internationale pour l'année 1912) environ 140,064,531 francs de billets de banque, mais sur cette somme 41 millions environ circulaient pour compte de la Banque Nationale et de la Banque Ionienne. Le solde de près de 100 millions était exclusivement consacré, conformément à la loi de 1910, à l'achat par la Banque Nationale d'or, et de change au pair au *maximum*, la Banque étant tenue de revendre, l'or ou le change achetés moyennant cette somme et jusqu'à leur épuisement, l'or *au pair* et le change au prix de 100 $\frac{1}{4}$ %.

(1) Nous n'avons pas mentionné l'emprunt de 1893 pour la raison déjà indiquée; au 31 décembre 1912, il atteignait 2,162,900 livres sterling.

La question du change.

Le change a suscité en Grèce un phénomène monétaire insolite, qui semble aller à l'encontre de certaines règles fondamentales de l'Économie politique.

La Grèce est sous le régime du cours forcé, dont la dernière application se continue depuis 1885. Les pièces libératoires d'or et d'argent ayant pris le chemin de l'étranger, il s'en est suivi une hausse considérable de l'or. En 1895, l'agio de l'or atteignit même 4,90 drachme par franc d'or. En 1903, il fluctuait encore autour de 4 dr. 56 par franc; mais à partir de cette époque on le vit baisser graduellement, non seulement jusqu'au pair, atteint en 1910, mais encore, fait singulier, on le vit descendre au-dessous du pair. Et depuis 1910, le cours moyen annuel du change se maintient invariablement au-dessous du pair. Conséquence inattendue : la monnaie fiduciaire nationale qui, suivant les règles de la science économique, devrait être dépréciée, fait au contraire prime sur l'or. Cette prime, il est vrai, est minime, mais elle est réelle, (1) puisque sou-

(1) Cours moyen du change en 1912 : 0,99,931.

vent, à Athènes, 100 francs de monnaie française ne valent guère plus de 99 drachmes en papier grec.

Ce fait est d'autant plus remarquable que non seulement le cours forcé subsiste encore, mais que la circulation fiduciaire reste considérable et que la balance commerciale a, de tout temps, été défavorable à la Grèce. Les perturbations inévitables causées par les guerres balkaniques n'ont aucunement troublé cette sérénité du change.

Peut-on trouver l'explication de ce phénomène monétaire sans précédent? Assurément. Depuis quelques années, les rentrées d'or en Grèce ont été si considérables qu'elles ont comblé le déficit commercial du pays, et que, bien plus, elles ont amené la substitution tacite du métal jaune au papier-monnaie, de sorte que ce dernier est redevenu une monnaie représentative gagée sur la confiance qu'inspire la surabondance de l'or dans le pays.

Les rentrées de numéraire métallique, en Grèce, sont dues principalement aux recettes de la marine marchande au dehors, et aux bénéfices que les Hellènes établis à l'étranger envoient ou rapportent avec eux. Les rentrées visibles de ces

dernières années peuvent être évaluées à 100 millions de francs, environ, par an; pendant la guerre, elles ont de beaucoup dépassé ce chiffre. Près de 90 000 Grecs, la plupart dans une situation aisée, sont venus de l'étranger pour prendre les armes; on peut, sans exagération, évaluer à 500 francs l'apport de chacun, ce qui fait un total de 45 millions de francs. Si l'on y ajoute 7 millions de souscriptions remises par les Grecs du dehors à M. Venizelos pour les victimes de la guerre, 3 millions envoyés à la reine, et environ 10 millions versés directement à diverses organisations de secours ou aux caisses de défense nationale, nous arrivons à un total de 65 millions de francs au moins. Même si l'on suppose que les rentrées annuelles normales, dont nous avons déjà parlé, ont été réduites de moitié, (1) par suite des événements, on arrive au chiffre de 415 millions. En tenant compte, enfin, de ce fait que les dépenses de la guerre ont été couvertes par des créances obtenues ou déjà existantes à l'étranger et qu'une partie de celles-ci a été dépensée en Grèce, on peut évaluer à 470 millions au moins

(1) La situation économique du pays ayant été excellente pendant et après la guerre, cette réduction de moitié paraît même excessive.

l'afflux total d'or dans le royaume pendant les deux guerres. C'est comme si, en France dans des circonstances analogues, il se produisait un afflux de 6 milliards d'or étranger.

Relativement au change, il est intéressant de rappeler que plusieurs économistes conseillaient à la Grèce, il y a quelques années, de suivre le précédent de la Russie et de l'Autriche, lors de la reprise des paiements en espèces dans ces deux pays. Comme on sait, en vertu du principe de l'ancienneté de la dépréciation, la première a réduit le rouble-papier, valant nominalelement 4 francs, aux deux tiers de sa valeur, soit fr. 2,667 ; la seconde a remplacé l'ancien florin de fr. 2.50 par deux couronnes, valant chacune fr. 1.05. On conseillait à la Grèce de procéder de même, de se retirer de l'Union Latine et d'adopter comme pair du *franc-or*, par exemple, 1 *drachme* et 25 *centimes*. C'était le seul moyen, disaient-ils, d'encourager l'agriculture et l'industrie, d'écartier une crise, d'attirer l'or étranger et d'assurer le développement économique du pays.

On peut juger par les résultats actuels combien préjudiciable eût été pour la Grèce une pareille politique ; elle eût déprécié arbitrairement de

20 % la fortune acquise du pays, sans offrir en échange aucun bénéfice.

Ainsi, c'est bien la prospérité de l'Hellade extérieure qui fait aujourd'hui celle du royaume de Grèce. Les Grecs du dehors ont non seulement rendu viable le petit Etat étriqué et aride, si mal confectionné à Londres en 1830, mais ils l'ont encore développé et enrichi au-delà de toute attente. L'arrivée de M. Venizelos au pouvoir a complété leur œuvre.

Aujourd'hui, après les luttes et les sacrifices de 1912-13, le bilan du royaume hellène triomphant a non seulement révélé une force qui s'ignorait elle-même, mais il atteste des bénéfices matériels d'importance; car la superficie et la population de la Grèce se trouvent presque doublées.

Pour apprécier avec exactitude la valeur de l'effort grec, la meilleure méthode est de mettre en parallèle les éléments de son passif et de son actif.

Passif grec après l'effort national de 1912-1913.

En première ligne, il faut tenir compte des pertes en hommes : elles sont de 7732 tués ou disparus, (1) chiffre qui ne peut manquer de surprendre si on le compare à celui des morts bulgares qui dépassent 52000. Cette faible mortalité est due à l'excellente organisation des services de santé et d'intendance, dirigés avec une méthode au-dessus de tout éloge par deux éminents officiers de la Mission française : le médecin principal O. Arnaud et le colonel Bonnier.

Puis viennent les pertes matérielles. Le commerce et l'agriculture s'étant peu ressentis des derniers événements, (2) la question est de savoir

(1) De plus 42803 hommes blessés, dont 618 officiers (Statistique de la guerre).

(2) Comme l'exposait dans sa conférence du 19 décembre 1913, à l'École des Hautes Etudes Sociales, M. N. I. Politis, l'éminent professeur à la Faculté de droit de Paris, la vie économique du pays a continué, se ressentant à peine des entraves de la guerre : le travail des femmes, des vieillards et des enfants a sauvé les récoltes ; les encaissements du Trésor n'ont fléchi que de 23 0/0 sur la période correspondante de 1911-12. Les revenus affectés à la dette publique n'ont subi qu'une faible diminution de 16 0/0 ; les recettes des douanes n'ont baissé que de 3 1/2 0/0.

ce qu'a coûté la guerre à la Grèce, et avec quelles ressources elle y a fait face.

Au jour de la mobilisation de tous les Etats des Balkans, c'est la Grèce qui possédait les plus grandes disponibilités : 92,856,768 francs, provenant des excédents des budgets ordinaires et extraordinaires de 1910 et de 1911.

Pour bien juger la situation financière de la Grèce pendant les deux années de guerres, il suffit de jeter un coup d'œil sur les chiffres présentés à la Chambre hellénique (1) par M. Diomidès, ministre des finances de Grèce. (2)

D'après ce dernier, les dépenses des deux guerres ont été les suivantes :

Armée de terre	Fr. 292,115,000
Marine.	» 87,370,000
Entretien des réfugiés . . .	» 7,000,000
Entretien des prisonniers de guerre (3)	» 25,000,000
	<hr/>
A reporter	Fr. 411,485,000

(1) Séances des 20 février et 21 novembre 1913.

(2) Ces chiffres, dont beaucoup ne sont pas encore définitifs, peuvent être considérés actuellement comme s'écartant très peu de la réalité.

(3) Prisonniers : Turcs, 70 000 soldats et 1500 officiers ; Bulgares, 5330 officiers et soldats.

Report . . .	Fr. 411,485,000
Dépenses extraordinaires des ministères civils, motivées par la guerre; services des avances et des emprunts provisoires, frais d'administration des nouveaux territoires	» 28,747,000
Total . . .	<u>Fr. 440,232,000</u>

Cette somme de 440,232,000 francs ne comprend pas l'ensemble des sacrifices que le Trésor hellénique devra subir pour les dépenses afférentes aux deux guerres; en effet, à ce premier total il faut ajouter :

1^o Les pensions et retraites aux victimes des deux guerres, dont la capitalisation peut être évaluée à 100 millions de francs.

2^o La diminution des recettes ordinaires des exercices de 1912 et 1913, à environ 50 millions.

3^o La dépréciation du matériel de guerre, environ 60 millions.

En additionnant le tout, on peut évaluer le total à environ 650 millions de francs, qui représentent à peu près ce que les deux guerres ont coûté ou coûteront au Trésor grec.

Pour faire face à ces dépenses, le gouvernement hellénique a employé les moyens suivants :

A. Ressources directes du Trésor.

1° Reliquat disponible au début de la guerre sur l'emprunt de 1910	Fr. 73,537,944
2° Excédents budgétaires des exercices de 1910 et 1911	» 19,318,827
3° Dépenses budgétaires différées sur les exercices de 1912 et 1913.	» 30,000,000
Total	Fr. 122,856,768

*B. Ressources obtenues par des opérations
de crédit.*

1° Bons du Trésor escomptés par la Banque Nationale à 6 %	Fr. 10,000,000
2° Avance conclue à Paris le 6/19 décembre 1912, à 6 %	» 40,000,000
3° Avance conclue avec la Banque Nationale de Grèce, en avril 1913, à 6 %	» 50,000,000
A reporter	Fr. 100,000,000

Report . . .	Fr. 100,000,000
4° Avance conclue avec la Banque Nationale de Grèce, en mai 1913 (obligations quinquennales) à 6 0/0 . . .	» 40,000,000
5° Emprunt de réquisition conclu en juin 1913, montant effectivement réalisé (obligations quinquennales) à 6 0/0 . . .	» 30,000,000
Total . . .	<u>Fr. 170,000,000</u>

C. Dépenses dont le paiement a été différé.

1° Sommes dues par réquisition	Fr. 30,370,000
2° Indemnités dues aux navires de commerce réquisitionnés ou endommagés.	» 18,228,213
3° Sommes dues pour le transport des troupes et du matériel de guerre par terre et par mer	» 36,000,000
4° Fournitures restant à régler	» 50,000,000
Total . . .	<u>Fr. 134,598,213</u>
sur lesquels il a été payé un acompte d'environ	» 15,000,000
Reste à payer . . .	<u>Fr. 119,598,213</u>
Total récapitulatif . .	<u>Fr. 412,454,981</u>

Sur ce total de 412,454,981 francs, sauf les 92,856,768 francs provenant des reliquats disponibles à la veille de la guerre, toutes les autres ressources ne constituent que des avances provisoires ou des engagements à règlement différé, qu'il faudra convertir tôt ou tard en dette consolidée.

Cela revient à dire que les deux guerres ayant coûté effectivement au Trésor grec 650 millions en chiffres ronds, environ 560 millions de ce total seront à consolider. La dette publique hellénique s'augmentera par suite d'une somme nominale de 600 millions, soit de 60 $\%$. Le service de cette dette nouvelle exigera, au taux de 5 $\%$ et pour une période d'amortissement de 50 ans, une annuité de 33 millions de francs environ.

D'après la convention signée le 20 janvier-2 février 1914, entre le gouvernement hellénique et les banques contractantes, le montant nominal de l'emprunt de liquidation des deux guerres était de 500 millions, à émettre principalement à Paris en une ou plusieurs tranches au taux de 93,25 $\%$. Ces 500 millions serviront à rembourser l'emprunt 6 $\%$ contracté à Paris en 1912, les deux avances faites par la Banque Nationale de Grèce en 1913, diverses dépenses dont le

payement a été différé, etc. Ils permettront également au gouvernement de reconstituer les éléments de défense nationale hellénique et d'améliorer l'outillage économique des nouveaux territoires; mais ils ne comprendront pas le remboursement de l'emprunt de 30 millions, dit des réquisitions, lequel est un véritable emprunt intérieur, et dont le service passera après celui de l'emprunt de 500 millions.

Ce dernier emprunt rapporte 5 % d'intérêt et sera amortissable en cinquante années; il exigera donc un service annuel de 27,388,000 francs alors que l'excédent net des revenus *concedés* de l'exercice 1911 a été de 37,279,000 drachmes, valant actuellement un même nombre, au moins, de francs en or.

Le gouvernement hellénique a affecté d'abord cet excédent au service de l'emprunt de 500 millions, puis, pour donner toute sécurité à ses prêteurs, il a ajouté comme garantie spéciale, et par première hypothèque, les recettes des douanes des ports de Salonique et de Cavalla, évaluées à 15 millions au moins. Enfin, il convient d'ajouter le produit des nouveaux droits sur le tabac et les recettes des douanes de Patras, Volo, Corfou

et Laurium, ce qui donne une prévision de disponibilités près de deux fois supérieure au montant du service de l'emprunt actuel de 500 millions.

Mais de cet emprunt, la Grèce n'a pu émettre que la première moitié ; l'émission du solde a dû être ajournée par suite de la guerre européenne. Cependant les gouvernements anglais et français, faisant preuve de leur traditionnelle bienveillance envers la Grèce, lui ont depuis consenti, sous forme d'avances, un total de 80 millions de francs. Il est même probable que de nouvelles avances de ce genre, et jusqu'à épuisement du solde de l'emprunt, suivront avant peu.

En attendant, la liquidation des engagements financiers de l'Etat grec, qu'on espérait voir s'accomplir en grande partie, grâce à l'emprunt de 500 millions, se trouve ajournée. De plus, par suite de la guerre européenne, le gouvernement hellénique, étant tenu à se livrer à des armements considérables et à des dépenses imprévues de toutes sortes, il s'ensuit de nouvelles et lourdes charges, auxquelles il ne saura faire face finalement qu'en contractant un nouvel emprunt. Le montant de ce dernier est impossible à prévoir à l'heure actuelle.

Enfin, ne l'oublions pas, dans le passif de l'effort grec doit nécessairement figurer la quote-part de la Grèce dans la dette publique ottomane : environ 120 millions de francs. Ce chiffre considérable ne représente pas moins de 60 % du total à partager. Mais son élévation même atteste la valeur économique des territoires de la Nouvelle Grèce.

Actif grec après l'effort national de 1912-1913.

A la veille des guerres balkaniques, la superficie de la Grèce était de 64 000 kilomètres carrés et sa population résidente s'élevait à 2 800 000 habitants.

Aujourd'hui, à la suite des traités qui ont clôturé les deux guerres, la Grèce a acquis 56 600 kilomètres carrés de plus, soit une augmentation de territoire de 88 %, avec près de deux millions d'habitants en plus. Ces chiffres ont leur éloquence.

Mais la valeur d'un pays ne dépend pas seulement de sa superficie et de sa population ; d'autres éléments entrent en ligne de compte : la fertilité du sol, les races qui y sont implantées, les localités importantes, enfin la situation topographique. Or, à tous ces égards la part de la Grèce semble privilégiée.

D'abord la Macédoine :

Les plaines de Salonique, de Yenitza, de Serrès et de Drama sont des acquisitions agricoles de tout premier ordre. On y fait jusqu'à deux récoltes par an : le blé d'octobre en mai-avril et le maïs d'avril en octobre. Dans le territoire qui s'étend de l'Haliaemon jusqu'au Nestos, et qui fut le berceau du plus grand conquérant hellène, la culture du tabac est une précieuse source de richesse. Les districts de Xanthy et de Cavalla notamment produisent une des qualités les plus renommées : cette culture rapporte environ 70 millions de francs⁽¹⁾. En 1910, Salonique en a exporté pour 8 millions et Cavalla pour 40 millions de francs.

Il faut encore tenir compte de l'opium et des graines de pavot (exportation en 1910 : 5,500,000 fr.); le poivre rouge (exportation : 1,250,000 francs); les cocons (exportation : 5 ¹/₂ millions de francs); les peaux brutes macédoniennes, très appréciées en Europe et en Amérique (exportation annuelle moyenne : 4 millions); et enfin le coton, dont la culture peut être étendue considérablement.

(1) D'après M. Cafinas, commissaire économique de la Macédoine.

A l'heure actuelle, toutes ces cultures se font encore d'après des méthodes primitives ; mais on peut imaginer l'essor économique que prendront ces régions quand elles seront exploitées d'après les procédés modernes. Le progrès sera d'autant plus rapide que ce pays, sillonné par de nombreux cours d'eau, pourra être abondamment irrigué ; dans certaines régions, comme à Vodena, où déjà l'on voit poindre une petite industrie, on utilisera la houille blanche. Les contrées marécageuses peuvent être desséchées ; on est donc certain de voir s'augmenter la surface cultivable de la Macédoine.

La Grèce, qui manquait de régions agricoles, trouvera ainsi de quoi assurer sa subsistance, et même accroître ses exportations.

Là aussi, la richesse du sous-sol n'est pas négligeable. Actuellement ne sont exploitées que quelques mines de chrome, de magnésite et de pyrites de fer, dont la production dépasse à peine 2 millions de francs ; mais ne sait-on pas que non loin de Cavalla s'élevait la brillante cité des Philippes, colonie athénienne (1) qui fut jadis le

(1) L'École Française d'Athènes a été autorisée à y procéder à des fouilles.

centre d'un district minier fertile en filons d'or, « l'Eldorado de l'hellénisme », comme l'écrivait récemment M. Gaston Deschamps ?

La Macédoine possède enfin deux ports importants : Salonique et Cavalla.

Le commerce de Salonique, en grande partie commerce de transit, atteignit, en 1910, 156 millions de francs. Les exportations (40 millions) portent principalement sur les produits agricoles et minéraux ; les importations (116 millions) consistent en laines, lainages, sucre, pétrole et en objets manufacturés de toutes sortes.

Ce commerce, contrairement à certaines assertions, ne risque nullement de périliter par suite du nouvel état de choses. La construction de nouvelles lignes ferrées, le développement de l'agriculture et des mines, l'industrialisation des tabacs, la révision générale des tarifs douaniers helléniques qui est en train de s'opérer, la création d'une zone franche dans le port de Salonique, enfin et surtout le concours puissant de la flotte marchande grecque, constituent autant d'éléments rassurants et de garanties pour l'avenir. Au surplus, Salonique restera longtemps encore un des grands débouchés maritimes de la péninsule des Balkans.

Cavalla est aussi un port d'avenir; il a exporté en 1910 pour 42 millions de francs, presque entièrement en tabacs. Ses importations sont réduites (12 $\frac{1}{2}$ millions). Le tabac de Cavalla est parmi les plus réputés; il a pour principaux acheteurs, par ordre d'importance, l'Autriche-Hongrie, les Etats-Unis, l'Italie, l'Egypte, l'Angleterre et l'Allemagne.

Et cependant aujourd'hui Cavalla mérite à peine le nom de port; les vapeurs s'arrêtent à 1500 ou 2000 mètres du rivage; les chargements et déchargements se font encore par barques à rames (1).

Tout compte fait, la Macédoine, dans son état actuel, représente pour l'ancien royaume de Grèce un accroissement de commerce extérieur d'environ 65 %/o. Les sacrifices du pays en hommes et en argent ont donc trouvé là une compensation appréciable.

En est-il de même de l'Epire, cette autre portion de territoire annexée désormais à la Grèce?

(1) La construction du port de Cavalla vient d'être concédée par le gouvernement grec à une compagnie française.

Sa situation contraste singulièrement avec celle de la Macédoine. Comme l'écrivait M. Ch. Diehl : « Ce sont des pentes âpres et dénudées, un chaos de montagnes qui s'enchevêtrent, c'est une nature tourmentée et dure qui, nulle part, ne s'épanouit librement ». (1) C'est dans ces sites sévères que les anciens ont placé l'infernal Achéron ; c'est là aussi qu'ils ont érigé l'oracle pélasgique de Dodone, le plus ancien sanctuaire de l'Hellade. Mais depuis près d'un siècle, l'Épire traverse une crise qui va croissant. L'incurie administrative et le régime Jeune-Turc ont provoqué l'émigration en masse. Une grande partie des terres restent en friches. Nulle industrie, un commerce extérieur très réduit ; environ 20 millions de francs.

Certains voyageurs rapportent qu'au début du siècle dernier l'ancien royaume de Pyrrhus nourrissait plusieurs millions d'habitants ; c'est à peine si la partie annexée aujourd'hui à la Grèce en renferme 250 000. Celle-ci aura fort à faire pour rendre à cette région son ancienne prospérité.

(1) Ch. Diehl. *Excursions archéologiques en Grèce.*

Mais la Grèce a fait encore une autre importante conquête : les îles.

D'abord la Crète, berceau de la plus ancienne civilisation hellénique, l'île aux cent cités, patrie de Zeüs, le roi des dieux, des Dactyles, pères du bronze, et de Minos dont on est en train d'exhumer le fameux Labyrinthe. C'est une terre montagneuse, mais fertile, dont les principaux produits sont : l'huile d'olives, le vin, les raisins secs, les amandes, les noix, les caroubes, les cédrats, les savons et les pierres à aiguiser. Malgré les guerres qui l'ont si souvent dévastée, malgré le statut commercial inique qui l'accablait pendant ces dernières années, son commerce extérieur, en 1910, approchait de 40 millions de francs.

La Crète compte 340 000 habitants où se sont recrutés les plus fervents champions de l'hellénisme moderne : M. Venizelos est Crétois.

Mytilène, Chio, Samos, Lemnos, Icaria, Samothrace, dont les noms évoquent tant de souvenirs du passé, jadis si riches et si peuplées, ne renferment plus guère aujourd'hui que 300 000 habitants.

Mytilène, l'antique Lesbos, fut le principal domaine des Eoliens. Les VI^{me} et V^{me} siècles ont

marqué l'apogée de la civilisation lesbienne, illustrée par Sapho, Alcée, Terpandre, Pittacus et Théophraste. L'île, très montagneuse, manque de cours d'eau, mais les sources y sont nombreuses. On y cultive surtout l'olivier, le mûrier, le tabac, la vigne qui donne des vins excellents; celui de Méthymne fut célèbre dans l'antiquité. L'élevage est assez développé; on y voit poindre aussi quelques petites industries. Mytilène a servi longtemps d'entrepôt pour l'approvisionnement de l'Asie-Mineure; elle exporte surtout de l'huile d'olives, du savon, des peaux tannées, des poteries, de la vallonée, des fruits et du vin. Son commerce extérieur atteint environ 25 millions.

Chio faisait jadis partie de l'Ionie; elle se targue d'être la patrie d'Homère. C'était le principal marché d'esclaves de la Grèce antique. En 1822, Chio fut victime d'une effroyable *turquerie*, dont elle n'est pas encore complètement remise. Chateaubriand, Victor Hugo et Delacroix ont immortalisé ces lugubres carnages. Cette île est aussi très montagneuse, surtout dans la partie septentrionale. Au sud, elle est plus fertile et produit en abondance des oranges, des citrons, des amandes, du mastic. Ses tanneries sont pros-

pères et font un commerce actif avec l'étranger. En revanche, les récoltes de blé et d'autres céréales ne suffisent pas à la consommation locale. Sur le sol rocheux, recouvert d'une mince couche de terre végétale, la culture ne peut se faire que péniblement et par gradins.

Le commerce extérieur de Chio atteignait en 1910 environ 14 millions.

Samos jouit d'un climat privilégié. Les Anciens prétendaient que l'air y était si pur et si fortifiant que les Samiens pouvaient se passer de nourriture. Dans les parties basses de l'île on cultive les fruits et le tabac, sur les coteaux l'olivier et le caroubier. Toute l'île est ceinturée par un riche vignoble qui produit ce vin de Samos dont la réputation est universelle. Le commerce extérieur de l'île était en 1910 d'environ 11 millions.

Sous un régime plus libéral, secondées par la marine marchande hellénique, toutes ces îles, dont les habitants ont, de longue date, donné des preuves de leur esprit d'entreprise et de négoce, ne tarderont pas à reconquérir une partie, au moins, de leur ancienne prospérité.

Nous pourrions maintenant envisager dans son ensemble le bilan de la Grèce.

Les chiffres que nous avons cités attestent que le commerce extérieur, grâce aux provinces annexées, se trouve augmenté d'environ 320 millions, soit de près de 100 ⁰/₀. Et si l'on se rappelle que toutes les contrées séparées de la Turquie depuis trois quarts de siècle, ont pris un essor surprenant aussitôt qu'elles ont été affranchies de la domination ottomane, on peut raisonnablement prévoir qu'avant peu le chiffre du commerce sera pour le moins doublé. D'ailleurs, les recettes du budget grec, d'après des évaluations récentes, auront bientôt elle-mêmes doublé.

Un avantage inappréciable des territoires échus à la Grèce, c'est qu'ils sont habités par une population très homogène (1). Ils comprennent, d'une part, des régions exclusivement grecques de race et de langue, comme l'Épire, la Chalcidique, l'Archipel, la ville et la région de Sérès (2), le

(1) Cet avantage est admis même par les auteurs les plus bulgarophiles ; voir *Questions Diplomatiques et Coloniales*, 1^{er} octobre 1913, M. Tsarigradsky.

(2) Dans ces régions, même les quelques musulmans sont grecs d'origine et de langue, et depuis une année plusieurs dizaines de mille réfugiés grecs de Thrace et de Bulgarie sont venus s'y établir.

district de Cozani et, d'autre part, des provinces où l'élément grec prédomine de beaucoup. On peut affirmer que dans l'ensemble de la nouvelle Grèce 75 % des habitants sont de véritables Hellènes.

La mise en valeur de ces régions nouvelles ira de pair avec le développement des anciens territoires. La construction de voies ferrées est la principale préoccupation de l'heure actuelle. La Grèce a trop longtemps souffert du refus systématique de la Turquie de laisser raccorder le réseau grec aux lignes macédoniennes, en relations directes avec l'Occident. Mais, au printemps de 1915, un tronçon de 90 kilomètres (Papouli-Topsin), qui a été concédé à une compagnie française, mettra Athènes à 60 heures de Paris et à 34 heures de Vienne. D'autres voies sont encore à l'étude : une ligne de 150 km. environ doit joindre Kalambaka (Thessalie) à la ligne Salonique-Monastir, non loin de la frontière serbe. Cette ligne, grâce au futur prolongement Monastir-Uskub, constituera une seconde voie d'accès internationale vers la Grèce.

Une ligne de 185 km. environ, partant également de Kalambaka, passant par Janina, et venant abou-

tir dans la baie de Sayas, (1) en face de Corfou, raccourcira sensiblement la distance de l'Adriatique à l'Égée. Ces trois lignes feront du Pirée le principal débouché vers l'Orient. Enfin, une ligne de 36 km. joindra Cavalla à la ligne Salonique-Constantinople.

La Grèce a jusqu'ici trop négligé une autre source de richesse, l'industrie des étrangers. On a calculé que la Suisse recevait des touristes plus de 300 millions par an.

S'il existe un pays capable d'attirer et de retenir les visiteurs, c'est assurément la Grèce ; pourtant on n'y rencontre guère, à l'heure actuelle, que les fervents de l'archéologie. Mais le jour prochain où la jonction des voies ferrées sera accomplie, la Grèce n'apparaîtra plus comme une île lointaine. Un grand courant de voyageurs s'orientera vers elle, grâce au développement de l'industrie hôtelière et lorsque toutes les curiosités du pays auront été rendues aisément accessibles.

Bientôt le touriste, en se rendant en Grèce, ne se contentera pas de visiter les merveilles

(1) Ou à Santi Quaranta, si l'Épire septentrionale est définitivement annexée à la Grèce.

d'Athènes et de ses environs, il y séjournera. N'a-t-il pas à visiter non seulement Corinthe, Mycène, Tirynthe, Epidaure, Argos, Delphes et Olympie, mais aussi Sparte, Mistra, Calavryta, Mantinée, Thèbes, Chalcis, Janina et Dodone ? Et peut-il négliger l'Eubée, Livadia, les Thermopyles et la Crète, renoncer à l'ascension du Parnasse et du Taygète, ignorer le charme de l'Archipel ? Il faut qu'il parcoure la Thessalie, qu'il contemple le Pélion et l'Ossa, qu'il gravisse les flancs de l'Olympe et qu'il se fasse hisser jusqu'aux Météores. Enfin, quel séjour climatérique pourrait être comparé à celui des plateaux sacrés de l'Olympe ou des bords ensoleillés du cap Matapan ?

Telle sera la Grèce de demain.

Elle apparaît comme la principale bénéficiaire de la crise de 1912-1913. La Crète, les îles, l'Épire et la Macédoine méridionale avec Salonique et Cavalla sont désormais son patrimoine. Le développement futur de ces provinces justifiera toutes les espérances d'aujourd'hui.

La Grèce vient enfin de recueillir l'héritage maritime de l'Empire turc, dans cette Méditer-

ranée qui, pour les peuples marchands, a toujours été un élément de prospérité et de grandeur. Si la Grèce doit exercer un jour une domination plus vaste, on peut prédire que c'est par la mer qu'elle l'obtiendra : l'Empire grec a toujours été une thalassocratie.

La France, qui a salué la renaissance de la Grèce par les génies immortels des Chateaubriand, des Lamartine, des Victor Hugo, des Delacroix, et dont la sympathie agissante a soutenu la Grèce à Navarin, en Morée, au congrès de Berlin, et surtout au cours des crises dernières, la France a le droit de regarder l'Hellade d'aujourd'hui comme un peu son œuvre.

En échange, la Grèce, si française de cœur et d'esprit, s'offre à devenir pour la France un relais d'influence morale et politique, une sorte d'avant-garde vigilante et dévouée vers cet Orient où les deux pays ont tant de traditions et d'intérêts communs. (1)

(1) La *Dépêche de Toulouse* du 7 avril 1914, dans un article remarquable, signé de M. Marius-Ary Leblond, s'exprimait comme suit au sujet des relations franco-grecques :

« Nos financiers, nos ministres, doivent avant tout se préoccuper de connaître, savoir apprécier le peuple grec pour la seconde tâche qui leur incombe : la mise en valeur économique de la péninsule. Les Allemands, les Autrichiens, les Italiens,

les Turcs, et, il faut bien le dire, les Anglais aussi ont, durant ces trente dernières années, calomnié avec entente, avec méthode, les Grecs. On en a fait des rongeurs, « les rats du vieux bateau oriental », des parasites, des mercantis « plus dangereux que les Maltais et même que les Juifs ». Ces jugements proviennent tous en dernier ressort de ce qu'on a attribué à leur race les défauts que la tyrannie et l'immoralité turques avaient imposés au Levant entier. Nous qui avons étudié les Grecs jusque dans l'Océan Indien, où ils commencent à essaimer un peu partout, nous le déclarons : ils n'aiment pas seulement le profit, mais le travail, naturellement souples par esprit de sociabilité, aimables, solidaires, même charitables. A Lourenço-Marquês, au Mozambique, au Transvaal, ils se montrent d'un commerce extrêmement agréable et pourraient être d'un sérieux profit à l'influence française, de laquelle ils se réclament. Autrefois, ils relevaient même de nos consuls ; malheureusement, pour céder à la paresse de quelques-uns d'entre eux, le Quai d'Orsay nous a laissé enlever le soin de les représenter. On y pourrait revenir. A Madagascar, seuls, ils ont pu déloger les terribles boutiquiers chinois et indiens et tenir devant les Hoyas ; on les a vu réussir jusque dans la librairie où nos compatriotes ne montraient aucune initiative ; si on leur donnait des terres, ils les défrichaient comme tel à Fianarantsoa ; ils s'assimilent très aisément. Nous en voudrions voir venir à la Réunion. A Djibouti, leurs maisons prospèrent comme à Port-Saïd, et nous devrions les attirer en Abyssinie. Ils sont souvent tapageurs et brouillons, mais très endurants, sobres et actifs ; ils aiment sincèrement la France parce qu'ils se reconnaissent nos qualités et nos défauts, nos instincts politiques, le même sens d'art et une grande ferveur pour la beauté.

« Il faut donc tabler sur les ressources intellectuelles et morales de ce peuple tout autant que sur les ressources économiques du pays. Il est capital que nous travaillions lentement à assurer son hégémonie dans la Méditerranée orientale. »

CHAPITRE V

LA SERBIE

La Serbie a pris son nom des Serbes, dits aussi Serviens et Sorabes, peuple de race slave qui habitait d'abord auprès des Carpathes et auquel l'empereur Héraclius permit, vers l'an 630, de s'établir dans les contrées qui forment la Mésie supérieure des Anciens.

Au XIV^{me} siècle, son plus illustre souverain, Etienne Douchan, après plusieurs conquêtes importantes, se fit proclamer empereur des Serbes. Son empire se composait de la Serbie, de la Bosnie, de l'Herzégovine, de la Croatie, de la Dalmatie, de l'Albanie, de la Bulgarie et de la Macédoine. Il mourut (1358) au moment où il s'apprêtait à marcher sur Constantinople. Les empereurs de Byzance ayant appelé à leur secours les Turcs, ceux-ci battirent les Serbes à Kossovo, et peu après la péninsule balkanique tout entière tomba aux mains des Turcs.

Après plusieurs révoltes et soulèvements contre l'oppresser, la Serbie fut érigée en une princi-

pauté tributaire de la Porte, en 1815; quarante ans plus tard (1856), le traité de Paris plaçait sous la garantie de l'Europe les privilèges octroyés par le sultan à la petite principauté, et en 1878, le traité de Berlin reconnut la complète indépendance de la Serbie, en même temps qu'il lui attribua les districts de Pirot-Nich, Leskovac et Vranjé.

Situation économique et financière.

A partir de cette époque, à l'idée nationale serbe se superpose un autre principe d'action : la Serbie doit chercher à assurer son existence propre; elle se sent menacée d'étouffement. L'Autriche s'est avisée qu'il y aurait danger pour elle à toute expansion serbe, notamment si la Serbie venait à se fondre avec le Monténégro. L'Autriche tient une garnison dans le Sandjak, ce qui est le prélude du véritable encerclement économique et politique qu'elle médite pour mettre les Serbes à sa merci. L'influence de Vienne à Belgrade, au temps du roi Milan, équivaut à une tutelle. Vers 1884, 78 % des exportations serbes vont en Autriche et 90 % des

importations en proviennent. C'est le temps où pour le moindre prétexte, et même sans prétexte, la frontière se ferme soudain, quand il faut briser chez les Serbes toute velléité de résistance. Une tentative de rapprochement économique de la Serbie avec la Bulgarie déchaîne en 1906 une véritable guerre douanière entre le grand empire et son petit voisin. Cette guerre se prolonge presque sans trêve jusqu'en 1910. La Serbie est parvenue à diriger ses produits vers de nouveaux marchés. Les grains empruntent la voie du Danube. Son bétail gagne Salonique, à destination de l'Italie, de l'Égypte, de Malte, de la Grèce. Ce qui ne peut être exporté sur pied est abattu, découpé, puis vendu au dehors. L'Autriche, la première, demande la reprise des relations normales : elle signe avec la Serbie, le 14 juillet 1910, un traité de commerce basé pour la première fois sur le principe d'égalité.

La Serbie croit avoir triomphé ; cependant, à Belgrade, l'on ne tarde pas à se rendre compte que la solution si péniblement trouvée n'est encore ni très sûre, ni très avantageuse. Les marchandises embarquées sur le Danube sont obligées de décrire un immense détour pour

gagner les grands marchés du nord-ouest de l'Europe. De même le bétail, avant d'atteindre l'Italie, doit traverser la Turquie, foyer d'épizooties endémiques et d'attentats révolutionnaires, être chargé à Salonique, port mal outillé pour ce trafic, et contourner la Grèce pour atteindre, enfin affaibli et épuisé, les points de destination. Puis la guerre italo-turque arrêta presque complètement les transports par mer. Entre temps, l'Autriche avait repris plus vigoureusement que jamais ses tentatives d'isolement à l'égard de la Serbie et employa tous les moyens pour retarder l'exécution de la ligne Danube-Adriatique, compensation promise à la Serbie lors de l'annexion de la Bosnie.

Lorsque la première guerre balkanique eut anéanti les prévisions et espoirs de la diplomatie autrichienne, l'appui accordé par celle-ci aux prétentions démesurées de la Bulgarie, ne s'inspiraient que de cette seule idée : encercler la Serbie entre l'Autriche au nord, l'Albanie à l'ouest, tandis qu'à l'est et au sud une Bulgarie hostile la séparerait de la Grèce, en rejoignant l'Albanie.

Pendant ces dernières années, la situation des affaires en Serbie a été des plus satisfaisantes, et tous les signes qui trahissent le bien-être et la prospérité publics se trouvaient réunis.

Le mouvement du commerce extérieur a atteint en 1910 183,083,669 fr. contre 166,516,841 fr. en 1909, et se décomposait comme suit :

Années	Exportations	Importations
1909	Fr. 92,981,755	Fr. 73,535,086
1910	» 98,388,028	» 84,695,641

Les importations consistaient, par ordre d'importance, en cotonnades, lainages, machines, fer, cuirs, sel, papier et en objets manufacturés de toutes sortes. Les exportations roulaient principalement sur les céréales (près de 40 millions de francs), le bétail (près de 10 millions), le cuivre (8 millions), la graisse de porc, les viandes salées, les prunes, les œufs, etc.

A noter le développement de l'arboriculture, qui a pris une grande extension depuis quelques années. Il y a actuellement dans l'ancienne Serbie 150 000 hectares plantés de pruniers.

On a souvent critiqué la marche trop rapidement ascendante des dépenses de l'Etat serbe.

En effet, dans l'espace de cinq ans, le budget a passé de 86 $\frac{1}{2}$ millions de francs en 1907 à 120 millions en 1911. Ces aggravations de charges se justifient cependant, car elles ont pour cause les mesures prises en vue de développer la richesse publique et de faire face aux besoins d'un Etat jeune, où tout est à créer.

Au 1^{er} janvier 1913, la dette publique serbe s'élevait à la somme de 658,815,000 francs. Le service de cette dette est fait par l'Administration Autonome des Monopoles, établie en vertu de la loi du 8/20 juillet 1895, et qui administre en toute indépendance les monopoles suivants : tabac, sel, pétrole, papier à cigarettes, allumettes, ainsi que les recettes du timbre. De plus, les recettes des douanes sont également versées à la caisse de cette administration.

Les excédents, ou surplus non nécessaires au service de la Dette, et versés par l'Administration Autonome des Monopoles à la Caisse de l'Etat, ont passé de 1,862,780 francs en 1896 à 14,163,944 francs en 1911, dernière année de vie économique normale.

C'est ce surplus non nécessaire au service de la Dette qui sera dorénavant appliqué comme

gage à la garantie du nouvel emprunt 5 % de 1913.

Examinons maintenant le bilan de l'effort serbe :

Passif serbe après l'effort national de 1912 - 1913.

Pertes en hommes : 15 000 morts environ ou disparus. En ce qui concerne le coût des deux guerres, différents rapprochements d'écritures permettent d'établir comme suit le passif de la Serbie :

1° Dépenses militaires . . .	Fr. 345,600,000
2° Déficit sur les exercices de 1912 et 1913, au minimum	» 35,000,000
3° Charge capitalisée des pen- sions et secours aux victi- times de la guerre . . .	» 50,000,000
4° Dépréciation du matériel de guerre et frais de réorga- nisation et augmentation de l'armée	» 100,000,000
Total . . .	Fr. 530,600,000

A ce total, on doit ajouter les dépenses indispensables pour l'organisation et l'outillage des nouveaux territoires, qui nécessiteront une incorporation immédiate de capitaux d'au moins 70 millions, et la participation de la Serbie à la dette ottomane, environ 17 0/0, ce qui représente un capital de près de 40 millions. Nous arrivons ainsi au chiffre rond d'au moins 650 millions, ce qui représente un accroissement de 100 0/0 de la dette publique.

Cet endettement considérable ne doit cependant inspirer aucune appréhension. La race serbe présente de sérieuses qualités. Elle est laborieuse, elle est économe, elle est patriote. Son territoire, à la suite des guerres balkaniques, s'est augmenté, comme on le verra plus loin, de 73 0/0, et ses hommes d'Etat ont déjà fait leurs preuves.

Actif serbe après l'effort national de 1912-1913.

A la suite des traités récents, 35 500 kilomètres carrés environ viennent de s'ajouter aux 48 900 kilomètres carrés de l'ancien territoire ;

soit une augmentation de superficie de 73 %/o. La population s'accroît en même temps de 4 490 000 individus, ou de 50 %/o.

Dans leur ensemble, les nouvelles acquisitions serbes présentent des éléments incontestables de prospérité. Elles renferment des villes importantes et florissantes : Monastir (60 000 habitants), Uskub (40 000 habitants), la deuxième et la troisième villes de Macédoine, Prizren, Prichitina, Vélès, Prilep, les plaines particulièrement fertiles de Monastir, de Kossovo, le bassin d'Uskub.

Les régions montagneuses du vilayet de Kossovo renferment encore de belles forêts, non exploitées. Le nouveau territoire se relie bien géographiquement à l'ancien, quoique sa longueur soit un peu exagérée par rapport à sa largeur ; il est déjà parcouru, presque dans toute sa longueur, par deux lignes de chemins de fer, dont l'une assure ses débouchés vers la mer par Salonique. Enfin, circonstance particulièrement importante au point de vue national, outre l'acquisition de la vieille Serbie, les royaumes serbe et monténégrin sont soudés désormais par une longue frontière, et le fameux Sandjak de Novibazar,

par lequel l'Autriche les tenait séparés, sert aujourd'hui à les réunir.

L'état de l'agriculture dans les nouvelles provinces est encore rudimentaire. Les populations qui les habitent sont trop ignorantes pour songer seulement à développer un peu ou faire progresser leurs procédés de culture. Les paysans y emploient encore les charrues les plus primitives et n'ont aucune idée des engrais chimiques et de la culture intensive.

Les différences de climat et d'altitude y varient cependant les produits du sol. Des hauts plateaux herbeux du Sandjak on passe aux plaines à blé de Kossovo, à maïs de la région de Skoplje, à riz des environs de Kocane, à tabac, à mûriers, à pavots de la région du Vardar. Le vilayet de Kossovo, dont la presque totalité revient à la Serbie, a produit, en 1910, 3 950 000 kilos de tabac et, en 1911, la récolte était évaluée à 5 000 000 de kilos.

Dans beaucoup de cas, ce que le Serbe se procurait au dehors il l'aura maintenant chez lui : raisins, tabacs, peaux, riz, poivre, opium, etc., arriveront directement du sud, sans frontières à franchir, tandis que du nord descendront grains,

farine, sucre, bière, etc., articles d'importation pour la vieille Serbie et la Macédoine. Non seulement, à bien des égards, anciens et nouveaux territoires se complèteront ainsi, mais il y aura là un gage assuré de prospérité pour la jeune industrie du royaume, née surtout de la rupture des relations économiques avec l'Autriche-Hongrie.

Dans ces nouvelles provinces, du XIII^{me} au XVI^{me} siècle, les exploitations minières furent très florissantes. Les mines d'argent de Kapaonik, du Novo-Brdo vers les sources de la Morava, de Kratovo, plus à l'est, donnèrent naissance à des centres très actifs où vivaient des colonies de Ragusains et même de Vénitiens. Sous la domination turque, charges financières, défaut de communications, insécurité générale et indifférence de la part des autorités, firent que toutes les richesses du sol demeurèrent ensevelies. En 1908, c'est à peine si l'on pouvait mentionner, dans le vilayet de Kossovo tout entier, trois mines de chrome exploitées aux environs de Pristina et de Tétovo. Il n'y avait pas une seule mine en activité dans le vilayet de Monastir. Ni dans l'un, ni dans l'autre cependant les mine-

rais précieux ou utiles ne font défaut. Les roches éruptives et métamorphiques abondent. En maints endroits, la présence de galène, de manganèse, de chrome, d'argent, voire d'or et de cuivre a été constatée.

Le chiffre du commerce extérieur des provinces présentement annexées à la Serbie est presque impossible à établir d'une manière précise. Pour le vilayet de Kossovo cependant, qui revient presque en entier à la Serbie et qui constitue le gros des acquisitions serbes, on pourrait citer les chiffres suivants pour 1910 :

Exportations. . . .	Fr. 10,500,000
Importations. . . .	» 44,375,000
Total	<u>Fr. 54,875,000</u>

Un des problèmes économiques importants qui se posent pour la Serbie est celui du règlement de la propriété dans les nouvelles provinces ; toute l'exploitation du sol en dépend. Le régime foncier turc, de type encore féodal, ne saurait être en effet maintenu. Un pays démocratique par essence comme la Serbie, où la petite

propriété est la règle, ne saurait conserver tels quels dans ses frontières les immenses domaines qui occupent les parties les plus fertiles du nouveau territoire.

Le régime de la propriété est responsable aussi, autant au moins que l'insécurité régnante, du très faible peuplement du pays (42 habitants par km²). Dans les parties les plus fertiles, seules de minces lisières autour des villages sont mises en culture. Le reste est pâturages ou friches.

Pour ce qui est du peuplement des nouveaux territoires, la Serbie a fait preuve dès le début de 1914 de beaucoup de méthode et de sagesse. Une ordonnance vint réglementer l'immigration dans les nouvelles provinces. Personne, d'après celle-ci, ne peut venir s'y installer sans s'être préalablement adressé au département de l'agriculture. Seront autorisés à s'établir, tout d'abord, ceux qui sont originaires de ces territoires; en second lieu, les habitants de la Serbie d'hier, et enfin ceux des autres pays serbes ou slaves. Les cultivateurs et les artisans seront préférés à tous autres. Ils devront avoir seize ans au moins et soixante ans au plus. Une fois muni de son auto-

risation, l'immigrant devra s'installer dans les six mois sur la terre qui lui aura été assignée. Le lot attribué ne sera jamais inférieur à cinq hectares par famille; deux hectares seront accordés en surplus pour chaque membre mâle âgé d'au moins seize ans. Les immigrants auront le droit de transport gratuit pour eux-mêmes, pour leur bétail et pour leurs instruments; ils pourront user des forêts pour construire leurs demeures; ils seront exempts de toutes charges, sauf de la taxe scolaire durant une période de trois ans. Ils deviendront propriétaires de leur lot après quinze ans d'exploitation, temps durant lequel le bien est inaliénable. S'ils ne le sont pas, les immigrants deviennent sujets serbes six mois après leur arrivée.

Les conséquences nationales et économiques sont trop évidentes pour qu'il faille les souligner; tandis que, d'une part, des milliers de représentants de la race disséminés à l'étranger pourront être sauvés d'une prochaine disparition, de nombreux allogènes, d'autre part (Macédoniens bulgarisants, par ex.) seront rapidement assimilés, ou tout au moins abandonneront plus tôt leur attitude réfractaire. En outre, les forces perdues au

dehors et celles qui allaient être en surcroît dans la Serbie d'hier, vont être ainsi réunies et concentrées sur ces terres fertiles mais incultes que la barbarie a si longtemps dévastées.

Une autre préoccupation pressante du gouvernement serbe sera d'assurer le transport des exportations, sans cesse grandissantes, de son ancien territoire, parallèlement à l'organisation de l'exportation des produits des territoires annexés. Ceux-ci, en effet, vont très rapidement être à même de fournir un contingent égal, sinon supérieur, à la production de l'ancienne Serbie.

Le réseau des routes des anciens territoires devra être réorganisé et notablement agrandi ; quant aux nouveaux territoires, presque tout est à créer.

Le Conseil des ministres serbes avait décidé dans les premiers mois de 1914 la construction des lignes de chemins de fer suivantes : Uskub à Prilep et Monastir, Merdare à Prichtina et Prizren, Mitrovitja à Raska, Novi-Bazar à Uvac, Monastir à Kavadar, Ichtip à Kotchana, Poza-verac à Négotine, Prahovo à Stubik, Brza à Palanka et aussi la construction du pont sur le Danube. La dépense était évaluée à 300 millions

de dinars. Le gouvernement destinait, d'autre part, 5 millions de dinars à la construction de routes sur les nouveaux territoires.

Une autre richesse, dont la Serbie pourra un jour tirer des bénéfices considérables, est le sous-sol. D'après M. Alph. Muzet, il existerait en Serbie des gisements de fer capables d'alimenter l'Europe entière. Pour le cuivre, la mine romaine de Bor, récemment remise en exploitation, présente une teneur moyenne en cuivre de 6 % et une masse minéralisée énorme, ce qui la met sur le rang des gisements les plus riches du monde.

En dehors des gîtes miniers, tous les combustibles minéraux existent en abondance en Serbie, sans compter la houille blanche représentée par d'innombrables chutes d'eau d'une puissance de plusieurs milliards de kilowatts.

Telle était la nouvelle Serbie au moment de la brutale agression germanique de juillet 1914.

Si le beau rêve de posséder un port sur l'Adriatique s'était évanoui par suite des menaces autrichiennes, la part du royaume serbe n'en restait

pas moins considérable. Il a, en effet, triomphé de l'inconcevable persécution des diplomates viennois, et il clôtura son bilan par des résultats tangibles inespérés.

L'Autriche a déchainé deux guerres contre la Serbie pour l'annihiler; la Serbie en est sortie considérablement agrandie. L'Autriche, obsédée par sa haine contre ce pays, méconnut ses véritables intérêts, irrita la Roumanie et la Grèce, s'aliéna leur amitié; la Serbie en a profité pour rallier autour d'elle les mécontents. Elle devint le noyau d'un bloc balkanique nouveau que cimente un ressentiment commun contre la politique du Ballplatz.

A l'heure où nous achevons ces lignes, la Serbie, soutenue par trois puissants alliés, enhardie par ses retentissantes victoires de décembre 1914, et encouragée par ses amis grecs et roumains, se dresse plus forte que jamais en face de son agresseur inique.

CONCLUSION

Telle était la situation économique et politique comparée de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Grèce et de la Serbie à la veille de la grande guerre européenne.

Quelles vont être les répercussions de cette lutte gigantesque, et sans précédent, sur la péninsule balkanique? L'équilibre instauré en 1913 risque-t-il d'être rompu?

Au moment où nous écrivons, des quatre Etats que nous venons de passer en revue, la Serbie seule est en guerre. Elle se bat héroïquement depuis le mois d'août 1914 contre son puissant voisin et agresseur; elle lui a déjà infligé des coups que l'Histoire perpétuera, de siècle en siècle, comme des faits d'armes d'une bravoure indicible.

Mais le sort des Balkans ne se joue plus dans la péninsule; il se joue dans les Vosges et dans les Flandres, en Pologne et dans les Carpathes, sur mer, sous mer et même dans les airs.

La France, devenue depuis la Révolution la grande émancipatrice des peuples, l'Angleterre, berceau du libéralisme moderne, et la Russie défendent, à cette heure, la liberté des nations et l'affranchissement des races.

L'Allemagne et l'Autriche, par contre, ne songent qu'à dominer le monde par la force et à fonder leur brutale hégémonie sur l'écrasement et la destruction des nationalités.

Il n'y a pas deux opinions possibles, dans le jugement de l'élite humaine, entre les nations qui défendent la civilisation attaquée et celles qui représentent la barbarie agressive.

Dans les Balkans, la Turquie, dont la condition primordiale d'existence repose sur l'oppression et l'asservissement des peuples, s'est déjà jointe aux empires de proie. Cette nouvelle triple est manifestement dirigée contre tout peuple jugé faible, ou ne pouvant compter que sur des garanties morales. Allemands, Autrichiens et Turcs proclament que la force prime le droit; ils ont fait prêcher cette monstrueuse doctrine par tous leurs pédants et tous leurs muftis.

Les Bulgares, à qui la fortune des armes fit cruellement expier leur crime odieux de 1913,

ne paraissent pas avoir tiré profit de cette dure leçon. Ils continuent à être obsédés par une inconcevable mégalomanie ; ils ont été jusqu'à inventer un « irrédentisme » et rêvent d'étendre leur domination de Durazzo au Bosphore et de l'Olympe aux embouchures du Danube. Cet empire néo-mongol serait érigé sur les ruines, la destruction et la bulgarisation forcée des nationalités voisines.

Après sept mois de guerre européenne, l'attitude de la Bulgarie reste ambiguë. Les politiciens de Sofia dissimulent leurs véritables pensées dans un fatras de déclarations équivoques. Ils cherchent leur voie et les concours qu'ils croient utiles. Mais comme ils sentent que leurs ambitions sont contraires au droit, ils jouent — à l'instar des Turcs — sur le tableau germanique. Ils n'y risqueront cependant pas leur va-tout tant que la partie ne leur paraîtra pas gagnée par les Austro-Allemands.

Si la Bulgarie s'est abstenue jusqu'ici de donner à ses sentiments une forme plus concrète, c'est que son peuple est trop affaibli par les guerres balkaniques et que l'état de son armement et de ses finances est par trop précaire.

La Roumanie — jadis amie sûre des empires centraux, — alarmée par la brutale agression de l'Autriche contre la Serbie, s'est promptement rendu compte que son tour pourrait bien venir aussi, car il y a une Roumanie irrédentiste aussi bien qu'une Serbie non résignée.

Les Roumains comprennent qu'une victoire allemande signifierait la fin de la liberté, l'annihilation du droit et la mort des petites nations.

La Grèce, agrandie, n'a cessé, depuis sept mois, de donner à son alliée serbe tout le concours possible sans prendre directement part à la guerre. Elle a affirmé dès l'ouverture des hostilités ses ardentes sympathies pour la France et ses alliés. Ses vœux ont précédé de beaucoup la victoire de la Marne.

L'armée grecque a poussé activement ses préparatifs; elle peut mettre au premier appel 300 000 hommes en ligne, dont près de la moitié sont déjà sous les armes.

M. Venizelos avait bien compris que la Grèce est arrivée à un carrefour décisif, où se croisent le chemin qui mène à une abdication fatale des meilleures espérances de l'hellénisme, et celui qui doit conduire à la reconstitution de l'Hellade.

Le roi a refusé de suivre plus longtemps les conseils de l'homme éminent à qui la dynastie doit son autorité retrouvée et la nation la victoire. Mais l'opinion publique grecque s'est prononcée, et les conditions qui l'ont déterminée dans son choix persistent et s'imposent, après comme avant la chute du grand ministre.

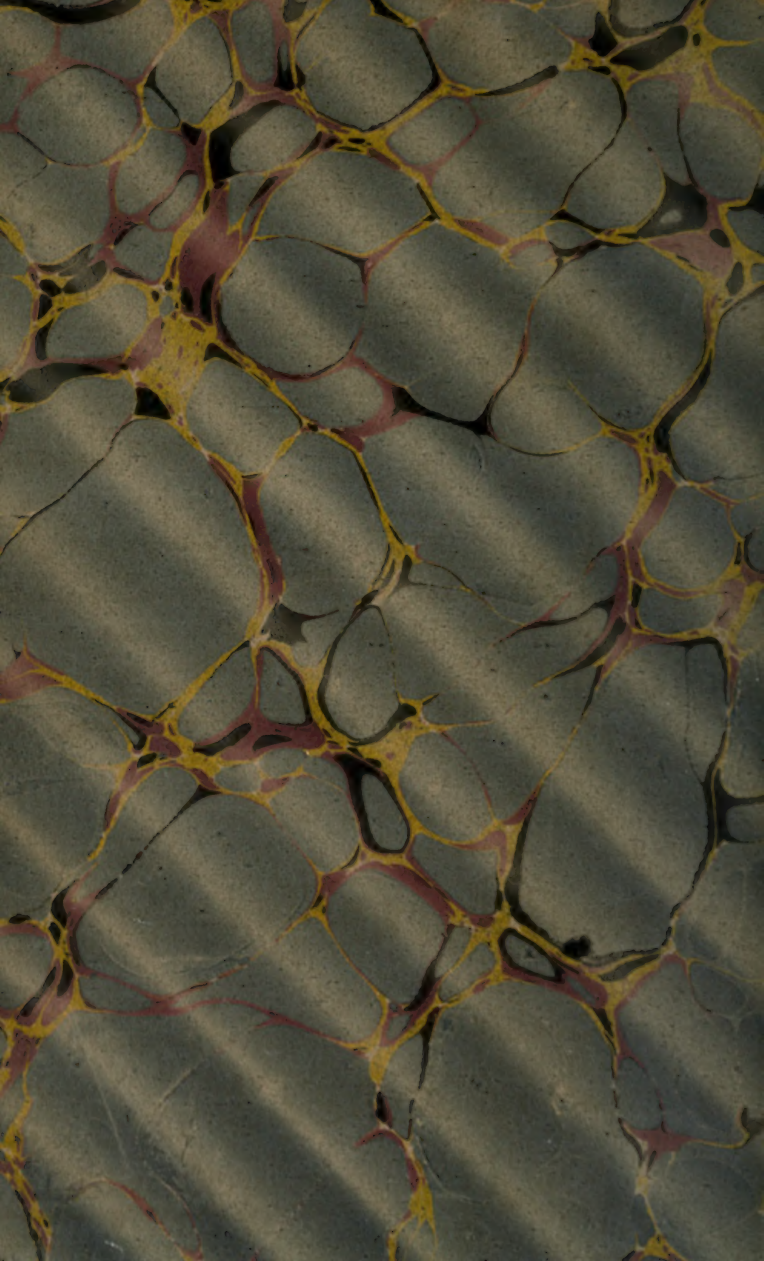
On n'ignore pas à Athènes que c'est le succès des armes alliées qui assurera l'indépendance de la péninsule balkanique et l'avenir de la civilisation dont l'Hellade fut un des berceaux.

Autant qu'on puisse en préjuger, d'après le cours des opérations militaires, il semble bien, jusqu'ici, que l'intrigue ourdie à Berlin et à Vienne risque, avant tout, de porter malheur à la Turquie et à l'Autriche. Si ces deux empires, perturbateurs traditionnels des Balkans, sont éliminés ou rendus inoffensifs, la péninsule, on peut l'assurer, jouira d'une paix longue et féconde.

Que l'équilibre instauré à Bucarest soit maintenu et consolidé par l'éloignement du danger autrichien et de l'anarchie turque, alors les prévisions économiques formulées dans cette étude ne tarderont pas à se réaliser.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- MONITEUR OFFICIEL DU COMMERCE, 21 décembre 1911. N° 1486.
- REVUE DE PARIS, 15 janvier 1913, 15 novembre 1913, 1^{er} juillet 1914.
- RECUEIL CONSULAIRE BELGE. *Bulgarie*, T. 156, 2^{me} liv. (1912),
7^{me} liv. — *Serbie* (1912). — *Turquie d'Asie*, 8^{me} liv.
- ECONOMISTE EUROPÉEN, 31 octobre 1913, 7 novembre 1913,
14 novembre 1913, 6 mars 1914.
- WHITAKERS ALMANACH 1914.
- DIPLOMATIC AND CONSULAR REPORT. — *Turkey*. N° 4674. N° 4797.
N° 4809. N° 4834. — *Servia*, N° 4945 et N° 4834. — *Greece*,
1913. N° 5224.
- JOURNAL DES ECONOMISTES, 15 septembre 1913, 15 octobre 1913,
15 janvier 1914.
- REVUE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE, 15-20 décembre 1913.
- LLOYD'S REGISTER BOOK, 1913-14 et 1914-15.
- HISTOIRE DES EMPRUNTS NATIONAUX HELLÉNIQUES (1^{re} partie),
A.-M. Andréadès, Athènes, 1904.
- LA QUESTIONE RUMELIOTA-AM-VIRGILI, Rome, 1908.
- LE BUDGET, par René Stourm (édit. 1909, p. 265).
- LA GRÈCE ACTUELLE, par E. Théry, Paris, 1905.
- RAPPORTS COMMERCIAUX DES AGENTS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES DE FRANCE. 1911, N° 927. N° 1009; année 1912,
N° 647; 1910, N° 838.
- COMPTE-RENDU DES TRAVAUX PRÉPARATOIRES DU COMITÉ DES RÉCLAMATIONS PÉCUNIAIRES DES BELLIGÉRANTS, 19 juin-17 juillet 1913 (Documents diplomatiques).
- COMPTES-RENDUS DES OPÉRATIONS DE LA COMMISSION FINANCIÈRE INTERNATIONALE DE LA DETTE HELLÉNIQUE (Publications annuelles).
- RAPPORT DE L'ATTACHÉ COMMERCIAL ITALIEN, A CONSTANTINOPLE, pour 1910-11.
- EXCURSIONS ARCHÉOLOGIQUES EN GRÈCE, par Ch. Diehl.
- QUESTIONS DIPLOMATIQUES ET COLONIALES, 1^{er} octobre 1913.
- LE MONDE ÉCONOMIQUE, 17 janvier 1914, 22 mai 1914.
- COURS D'ÉCONOMIE POLITIQUE. Le commerce. Livre IV. C. Colson.



140264

HMod

Author Phocas-Cosmetatos, S. P.

P574a

Title Au lendemain des guerres balkaniques.

UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY

Do not
remove
the card
from this
Pocket.

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU

